



UNIVERSITE D'ANTANANARIVO

Faculté De Droit, D'Economie, De Gestion et De Sociologie

Département ECONOMIE

Second Cycle – Promotion Sortante

.....

Option : « Macroéconomie, finance et modélisation »

.....

PROMOTION HARENA

Mémoire de fin d'étude pour l'obtention du

Diplôme de Maitrise es-Sciences Economiques

**ANALYSE DE LA CROISSANCE
ECONOMIQUE DE MADAGASCAR : LES
IMPACTS DE LA CRISE POLITIQUE DE
2009**

Par: ANDRI-NTSOA Tsilavina

Date de soutenance : 12 Avril 2016

Encadreur : LAZAMANANA Pierre André

Maître de Conférences au sein du Département Economie

Date de dépôt : Mai 2016

REMERCIEMENTS

Je tiens à adresser mes remerciements les plus sincères à tous ceux qui de près ou de loin ont contribué à l'élaboration de ce travail :

- A Dieu tout puissant, pour le courage, la force et la patience nécessaires pour la réalisation de ce travail.
- A Monsieur LAZAMANANA Pierre André mon encadreur de mémoire, pour ses précieux conseils et le temps qu'il a bien voulu me consacrer.
- A tous les professeurs et le personnel administratif au sein du Département Economie.
- Aux parents et amis pour leur soutien et leur aide durant l'accomplissement de ce mémoire.

LISTE DES ABREVIATIONS

AGOA : American Growth and Opportunity Act

APD : Aide Publique au Développement

Ar : Ariary

BCM : Banque Centrale de Madagascar

BM : Banque Mondiale

CREAM : Centre de Recherches, d'Etudes et d'Appui à l'Analyse Economique à Madagascar

FMI : Fonds Monétaire International

IDE : Investissements Directs Etrangers

IDH : Indicateur de Développement Humain

INSTAT : Institut National de la Statistique

OCDE : Organisation de Coopération et de Développement Economique

OFCE : Observatoire Français des Conjonctures Economiques

OMD : Objectifs du Millénaire pour le Développement

PIB : Produit Intérieur Brut

PPA : Parité du Pouvoir d'Achat

PPN : Produits de Première Nécessité

R-D : Recherche-Développement

ROR : Réseau des Observatoires Ruraux

SADC : Southern African Development Community

USD : United State Dollars

WDI : World Development Indicators

LISTE DES TABLEAUX

TABLEAU 1 : Dépenses de R-D dans quatre pays de l'OCDE	24
TABLEAU 2 : Extrait de la balance des paiements de 2012 et 2013 (en millions USD).....	29
TABLEAU 3 : Les indicateurs de la pauvreté.....	30
TABLEAU 4 : Matrice de corrélation entre le PIB et les IDE	37
TABLEAU 5 : Matrice de corrélation entre le PIB et les exportations.....	39
TABLEAU 6 : Evolution du taux d'inflation pour 2008, 2009 et 2010.....	51
TABLEAU 7 : Evolution du taux d'inflation pour 2011, 2012 et 2013.....	52

LISTE DES GRAPHIQUES

GRAPHIQUE 1 : Taux de croissance annuel du PIB depuis 2007	27
GRAPHIQUE 2 : Evolution de l'inflation, prix à la consommation depuis 2007	28
GRAPHIQUE 3 : Répartition de la population malgache en 2013	30
GRAPHIQUE 4 : Croissance économique et crises politiques à Madagascar depuis 1980 ...	31
GRAPHIQUE 5 : Evolution de la répartition du PIB par secteur d'activité depuis 2007	33
GRAPHIQUE 6 : Répartition du PIB par secteur pour l'année 2013.....	33
GRAPHIQUE 7 : Evolution de la structure des consommations et des investissements depuis 2007.....	35
GRAPHIQUE 8 : PIB et flux entrants d'IDE depuis 2000 (en millions de USD courants)...	36
GRAPHIQUE 9 : PIB et exportations de biens et services de 2000 à 2013 (en millions de USD courants)	38
GRAPHIQUE 10 : Evolution de l'APD nette reçue depuis 2007 (en millions de USD courants).....	41
GRAPHIQUE 11 : Evolution des dépenses en santé par tête depuis 2007 (en USD)	42
GRAPHIQUE 12 : Perception des ménages sur les impacts de la crise sur la scolarité au cours du premier semestre de 2009 (en pourcentage des ménages)	44
GRAPHIQUE 13 : Evolution de l'effectif des élèves de l'éducation primaire depuis 2007 et projections	45
GRAPHIQUE 14 : PIB (au prix de marché) et investissement (en Ar au prix de 1984) entre 2004 et 2013	46
GRAPHIQUE 15 : PIB et Flux entrants d'IDE depuis 2007 (en millions de USD courants)	48
GRAPHIQUE 16 : Les exportations de biens et services et PIB depuis 2007 (en millions de USD courants)	50
GRAPHIQUE 17 : Evolution du nombre d'arrivée de touristes entre 2007 et 2013.....	54

SOMMAIRE

INTRODUCTION.....	1
PARTIE 1 : APPROCHE THEORIQUE DE LA CROISSANCE ECONOMIQUE.....	3
CHAPITRE I : NOTIONS SUR LA CROISSANCE ECONOMIQUE.....	4
Section 1 : Définitions et mesure de la croissance économique.....	4
Section 2 : Les facteurs de la croissance économique	7
CHAPITRE II : LES FONDEMENTS THEORIQUES DE LA CROISSANCE ECONOMIQUE.....	15
Section 1 : Les théories traditionnelles de la croissance	15
Section 2 : Les nouvelles théories de la croissance	19
PARTIE 2 : ANALYSE DES IMPACTS DE LA CRISE POLITIQUE DE 2009 SUR LA CROISSANCE ECONOMIQUE A MADAGASCAR	25
CHAPITRE III : ANALYSE DE LA CROISSANCE ECONOMIQUE A MADAGASCAR	26
Section 1 : Situation macroéconomique et sociale et la crise politique de 2009.....	26
Section 2 : Les facteurs de la croissance économique de Madagascar	32
CHAPITRE IV : LES IMPACTS DE LA CRISE POLITIQUE DE 2009 SUR LA CROISSANCE ECONOMIQUE MALGACHE	40
Section 1 : La crise politique et l'aggravation de la pauvreté	40
Section 2: La crise politique et la croissance économique.....	45
CONCLUSION	57

INTRODUCTION

« La croissance n'est plus un phénomène rare dans le monde: c'est le déclin qui l'est devenu »¹, voilà un constat qui a marqué la fin de la première décennie du XXI^{ème} siècle. La croissance économique peut se définir comme l'augmentation sur longue période de la production par tête. Vers l'année 2008, l'économie mondiale est frappée par une crise financière qui aura marqué ce début du nouveau siècle. Cette crise financière, accompagnée par la persistance de la hausse des cours de l'énergie et de certaines matières premières, a occasionné une récession dans plusieurs pays développés et une faiblesse de la croissance économique chez les pays émergents qui sont les moteurs de l'économie mondiale. Le taux de croissance économique mondiale a baissé de 3,4% contre 5,2% pour l'année 2007². Particulièrement, l'Afrique Subsaharienne, légèrement touchée par la crise financière à cause d'un marché financier peu développé, a vu sa croissance accuser une légère diminution pour se chiffrer à 5,4% contre 6,9% l'année précédente. Pour faire face à la crise, le Fonds Monétaire International (FMI) et les pays développés et émergents ont appliqué des mesures de relance au niveau international.

Quelques années après, le fruit des diverses mesures de relance a été observé au sein des économies de la planète et la récession et la faiblesse de la croissance économique observées dans les pays développés et émergents et quelques pays en développement ont commencé à prendre du recul. La santé de l'économie mondiale s'est nettement améliorée. Pour la majorité des économies de la planète, il s'agit maintenant de remettre le cap sur le chemin de la forte croissance et d'accélérer l'activité économique. Ainsi vers l'année 2013, la majorité des pays de la planète a enregistré une croissance économique positive et le taux de croissance du produit intérieur brut (PIB) est estimé à 3,0%³.

Dans le continent africain, la plupart des pays y compris Madagascar a été moins frappée par la crise financière de 2008 et continuait sur leur bonne tendance des années précédentes. Si quelques-uns ont réussi l'exploit d'une hausse du taux de croissance d'autres sont encore à la traîne.

¹Banque Mondiale, *Madagascar : Pour un dialogue sur les enjeux du développement*, juin 2013, p11.

²Source : Banque Centrale de Madagascar, *Rapport annuel 2010*.

³Source : Banque Centrale de Madagascar, *Rapport annuel 2013*.

Madagascar, avec une superficie de 587040km², est la cinquième plus grande île de la planète après l’Australie, le Groenland, la Nouvelle-Guinée et l’île de Bornéo⁴. Le pays dispose d’abondante ressource naturelle et d’un potentiel humain qui peuvent être des atouts pour la croissance économique et le développement. Relativement épargnée par la crise financière, profondément touchée par la crise politique nationale de 2009, à Madagascar, la croissance économique est au ralenti. À côté, le poids de la démographie avec une population estimée à plus de 20 millions⁵ commence à peser sur la performance de l’économie. En effet, le taux de croissance économique avoisine seulement les 2,4% contre un taux de croissance démographique de 2,79% en 2013⁶, cela reflète la fragilité et le blocage économiques de la Grande Ile. Ainsi, malgré des potentiels de croissance énormes, la performance économique reste faible pour Madagascar. Ce constat nous a amenés à étudier notre thème intitulé « Analyse de la croissance économique de Madagascar : les impacts de la crise politique de 2009 ». Une question se pose alors : de quelle manière la crise politique de 2009 a-t-elle touché l’économie?

Les hypothèses de départ suivantes seront avancées dans cette étude : premièrement la crise politique de 2009 a freiné la croissance économique, deuxièmement elle a dégradé les conditions de vie de la majorité des Malgaches et troisièmement elle a aggravé la pauvreté dans la Grande Ile.

Dans l’élaboration de cette étude, la méthodologie adoptée comporte deux étapes. D’abord, des recherches documentaires dans les bibliothèques du centre-ville, dans les centres d’études et sur internet et des lectures d’ouvrages et de rapports intéressant le thème ont été effectuées. Ensuite, un recueil de données auprès de l’Institut National de la Statistique (INSTAT) et de la Banque Centrale de Madagascar (BCM) et sur le site internet de la Banque Mondiale (BM) nous a permis d’élaborer le cadre analytique de l’étude.

L’étude se divise en deux parties. La première partie concerne l’approche théorique de la croissance économique où seront développés les concepts nécessaires autour de l’étude et les fondements théoriques. La deuxième partie traite l’approche empirique dans laquelle on retrouvera l’étude empirique de la croissance économique de Madagascar pour aboutir à l’analyse des impacts socio-économiques de la crise politique de 2009.

⁴ Source : www.wikipédia.org

⁵ Banque Mondiale : *Madagascar : Pour un dialogue sur les enjeux du développement*, Juin 2013.

⁶ Source : Banque Mondiale/Base des données WDI.

PARTIE 1 : APPROCHE THEORIQUE DE LA CROISSANCE ECONOMIQUE

La croissance économique constitue un objectif pour chaque pays. Généralement, elle est définie comme l'augmentation de la production par tête. Elle est le fruit de la combinaison de facteurs économiques et de facteurs non économiques mais aussi de structures économiques. Les économistes sont partis de l'étude de ces différents facteurs pour établir les théories de la croissance économique. Ainsi, depuis les travaux et les réflexions des économistes postkeynésiens Harrod et Domar vers les années 40, le sujet de « croissance économique » a occupé une place importante dans la science économique. Quelques années plus tard, issu de l'école néoclassique, Robert Solow a contribué à l'amélioration de l'analyse de ce vaste sujet notamment avec son célèbre modèle. Et puis vers les années 80, les nouvelles théories de la croissance économique apparaissent pour mieux expliquer le dynamisme des économies. Dans cette partie, quelques concepts nécessaires autour de la croissance économique seront présentés ce qui conduira après au développement du fondement théorique.

CHAPITRE I : NOTIONS SUR LA CROISSANCE ECONOMIQUE

Depuis Adam Smith et les auteurs classiques, la croissance économique est devenue un vaste sujet de réflexion pour de nombreux économistes. La croissance est ainsi associée à divers qualificatifs : durable, limitée, stable, instable, exogène, endogène,...etc.

Section 1 : Définitions et mesure de la croissance économique

1.1 Définitions

Plusieurs auteurs ont proposé une définition de la croissance économique. Pour notre part nous en présenterons deux définitions.

Selon François Perroux, la croissance économique fait référence à « l'augmentation soutenue pendant une ou plusieurs périodes longues d'un indicateur de dimension, pour une nation, le produit global net en termes réels »⁷.

Pour Simon Kuznets (prix Nobel 1971), « la croissance économique est essentiellement un phénomène qualitatif. A cet effet, on peut définir la croissance économique d'une nation comme un accroissement durable de la population et du produit par tête »⁸.

Ces deux définitions semblent évoquer un contraste, l'un privilégie le critère quantitatif tandis que l'autre souligne le critère qualitatif. Ainsi la croissance économique correspond à une augmentation soutenue et durable de la production de richesse au sein d'une économie pendant une période donnée. Au sens large, elle inclut les mutations structurelles, économiques et sociales et se rapproche nettement du concept de développement qui est « la combinaison des changements mentaux et sociaux d'une population qui la rend apte à faire croître, cumulativement et durablement, son produit réel global »⁹. Dans cette optique, la croissance économique est une condition essentielle au développement.

La croissance économique permet d'augmenter le revenu et d'améliorer le niveau de vie de la population. Elle est essentielle, cependant le bien-être de la population ne se résume pas aux revenus et à l'économie car même dans un pays où la croissance économique est forte, des tensions sociales, des inégalités et des problèmes d'ordre environnementale peuvent subsister.

⁷ FRANÇOIS, Perroux, *Dictionnaire économique et social*, Hatier, 1990

⁸ MONTOUSSE, Marc, *Théorie économique*, Ed Bréal, Paris, 1999, p65

⁹ FRANÇOIS, Perroux, *Dictionnaire économique et social*, Hatier, 1990

Le développement avec la combinaison des changements dans plusieurs domaines permettent entre autre la stabilité macroéconomique, une diversification de l'économie, un climat des affaires favorable, une bonne gouvernance, l'amélioration des infrastructures qui peuvent venir stimuler la croissance économique elle-même.

Une question se pose alors, comment la croissance économique d'une nation peut-elle se mesurer?

1.2 La mesure de la croissance économique

Vers les années 30, Simon Kuznets invente le Produit Intérieur Brut (PIB) pour mesurer l'effet de la grande dépression sur l'économie des Etats-Unis. Quelques temps après, le PIB est devenu un indicateur de mesure de la croissance économique.

Le PIB capte la valeur totale de biens et services produits sur le territoire national par les agents économiques résidents pendant une période donnée, généralement pendant une année. Le PIB est un agrégat de la comptabilité nationale. Il existe (3) trois optiques de calcul du PIB:

- Pour l'optique production :

$PIB = \text{somme des valeurs ajoutées} + \text{impôts sur les produits}^{10} - \text{subventions sur les produits}$

Elle calcule le PIB à partir de la valeur ajoutée. Pour la comptabilité nationale, la valeur ajoutée est la différence entre la production et la consommation intermédiaire. La première mesure la création de richesse et la deuxième concerne la destruction de richesse au cours du processus de production. La valeur ajoutée correspond donc à la richesse effectivement produite par le système productif.

- Pour l'optique revenu :

$PIB = \text{rémunération des salariés} + \text{impôts sur la production et les importations} - \text{subventions} + \text{excédent d'exploitation}$

La production génère un revenu qui sera partagé entre les salariés, les entreprises et l'Etat. L'optique revenu montre comment la richesse créée a été partagée entre ces différents acteurs.

¹⁰ Les impôts sur les produits sont constitués par les droits de Douanes et les TVA à l'importation.

- Pour l'optique dépense :

PIB= consommation finale + formation brute de capital fixe + variation des stocks + acquisitions moins cessions d'objets de valeur + exportations – importations.

Cette approche souligne l'utilisation de la richesse dans le circuit économique. La formation brute de capital fixe et la variation des stocks constituent ce qu'on appelle investissement.

Le PIB permet de mesurer la performance de chaque économie. Pour effectuer des comparaisons entre nations, le PIB est ramené à l'effectif de la population et on obtient le PIB par tête. Toutefois, le PIB par tête rencontre des difficultés dans la comparaison entre nations. Les prix des biens et services peuvent être différents dans les nations du monde, s'ajoutant à cela la variation des prix dans le temps et le problème des comparaisons spatiales.

Pour contourner cet obstacle, les théoriciens ont introduit la notion de PPA ou Parité de Pouvoir d'Achat. A ce propos, on note les travaux remarquables d'Angus Maddison à l'Organisation de Coopération et de Développement Economique (OCDE) portant sur la comparaison spatio-temporelle des séries du PIB mondial et des principales régions remontant jusqu'à l'an 1000¹¹. Ainsi l'expression du PIB, initialement en monnaie locale, en termes de PPA permet d'éliminer les effets des taux de change et de la dimension spatio-temporelle dans la comparaison de la croissance des économies.

Concernant le taux de croissance économique, il est mesuré avec la variation du PIB d'une période à l'autre. La formule du taux de croissance économique est la suivante :

$$\text{Taux de croissance économique} = \frac{(\text{PIB}_t - \text{PIB}_{t-1})}{\text{PIB}_{t-1}} \times 100\%$$

Comme agrégat de la comptabilité nationale, le PIB constitue un indicateur de référence pour la croissance, pour la gestion à court terme et à long terme des économies ainsi que pour la mesure du progrès des sociétés humaines.

Toutefois, le PIB a quelques inconvénients. D'abord, son calcul ne touche pas les activités non-monétaires, les externalités positives ou négatives, les bénévoles, et une partie des activités du secteur informel.

¹¹ AGLIETTA Michel, « Croissance durable : mesurons-nous bien le défi ? », *Revue d'économie du développement* (Vol. 19), 2001, p. 199-250.

Donc une grande partie des richesses n'est pas prise en considération dans le calcul du PIB. A partir des années 90, les économistes du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) ont inventé un nouvel indicateur qui est l'IDH (Indicateur de Développement Humain). Cet indicateur composite intègre trois critères : le PIB par tête, l'espérance de vie et le niveau d'instruction (appréhendé par le taux de scolarisation et le taux d'alphabétisation).

Section 2 : Les facteurs de la croissance économique

Après avoir vu les concepts nécessaires autour de la croissance économique, la présentation des facteurs de la croissance économique fera l'objet de cette section. Il est nécessaire de distinguer deux notions de croissance économique. D'un côté il y a la croissance potentielle qui est liée aux facteurs primaires d'une économie, ces derniers la rendent possible, de l'autre il y a la croissance effective qui est celle qui se produit effectivement. Elles ont des déterminants différents.

2.1 Les facteurs déterminants de la croissance potentielle

Les facteurs primaires sont considérés comme les principaux facteurs de la croissance potentielle, c'est-à-dire la croissance maximale qu'une nation peut réaliser. Ce sont le travail (L) et le capital (K), l'investissement et le progrès technique. Après avoir effectués des analyses empiriques sur la croissance des quelques nations, des auteurs ont constaté qu'il existe une part importante de la croissance non expliquée par la simple combinaison des facteurs travail et capital. Ainsi pour intégrer ces constatations, ils ont introduit la variable progrès technique afin de capter ce résidu.

a) Le facteur travail

La production de biens et services au sein d'une économie est généralement fonction de la quantité de travail disponible et de la quantité et qualité de la main d'œuvre. La part du facteur travail dans la production totale est appréhendée par la productivité du travail. La productivité du travail désigne le rapport entre la production totale et la quantité de facteur travail utilisé. La productivité marginale du travail permet de mesurer la variation de la production totale induite par la variation d'une unité supplémentaire de facteur travail, soit l'embauche d'un nouveau ouvrier. Exposons d'abord les deux approches du facteur travail.

- Approche quantitative du facteur travail

La population active est l'ensemble des personnes en âge de travailler ayant ou recherchant une activité rémunérée.

Elle comprend les personnes ayant un emploi et les chômeurs. L'évolution de la population active est liée à l'arrivée des jeunes en âge de travailler, qui ont fini ou non leur scolarité, et aux taux d'activité par âge des adultes¹².

La quantité de travail disponible dans une économie est fonction du nombre de travailleurs et de la durée moyenne de travail, en d'autres mots de la population active. Une variation de la population active a un effet positif sur la production globale.

- Approche qualitative du facteur travail

Dans un pays, le facteur travail est rarement homogène. Plusieurs facteurs influencent la qualité du travail tels la répartition par âge et par sexe, les catégories socio-professionnelles, mais le plus important pour l'analyse économique c'est la qualification de la main-d'œuvre. Cette qualification nécessite au préalable une formation, exige ensuite l'acquisition d'expérience professionnelle plus ou moins longue.

L'approche qualitative renvoie au concept de capital humain initié par Gary Becker (1962) et introduit dans les études économiques par Robert Lucas. En effet, chaque individu est propriétaire d'un certain nombre de compétence et va le proposer sur le marché du travail pour obtenir une rémunération correspondante.

Au niveau de l'entreprise, un travailleur qualifié améliore la productivité ; au niveau national l'effet joue encore mais en plus l'interaction entre travailleurs qualifiés augmente fortement la productivité du facteur travail et influe sur la production globale. Ainsi la qualité de travail est une source de croissance économique, l'amélioration de la qualification des travailleurs peut engendrer une hausse de la production nationale.

b) Le facteur capital

Le concept de capital se trouve au cœur de la science économique. Pour Adam Smith dans sa Recherche sur la richesse des nations (1776), le capital désigne des « valeurs antérieures accumulées ».

¹² Les taux d'activité par âge des adultes sont définis par le rapport entre le nombre d'actifs d'une tranche d'âge et l'effectif total de la tranche d'âge.

Karl Marx propose la définition selon laquelle « le capital se décompose en deux parties : une somme d'argent (capital constant), qui est dépensée pour les moyens de production, et une autre somme d'argent (capital variable) qui est dépensée en force de travail »¹³.

Le facteur capital permet de mobiliser le facteur travail. L'augmentation du stock de capital dans un pays, grâce à l'investissement, augmente le capital par tête et permet de produire plus de richesse. L'accumulation du capital a donc un effet positif sur la croissance économique.

c) L'investissement

Depuis longtemps, les économistes avancent l'idée que l'investissement est un facteur de croissance économique plus précisément de la croissance potentielle. L'investissement, généralement l'achat de bien matériel, augmente la quantité de capital, améliore la productivité et contribue donc à l'augmentation de la production.

L'investissement a un double rôle : il peut agir sur l'offre et sur la demande. Il permet à l'entreprise d'augmenter son stock de capital et donc sa production, mais également favoriser des gains de productivité importants. Concernant son effet sur la demande, Keynes a souligné que l'investissement a un effet multiplicateur en ce sens qu'une variation de l'investissement induit une variation plus que proportionnelle de la production et de l'emploi.

Par ailleurs, grâce aux gains de productivité les agents économiques peuvent bénéficier d'une hausse de revenu et d'une baisse des prix. Ils peuvent ainsi réinvestir dans l'économie et/ou acquérir plus de biens de consommation. La demande globale va augmenter et donc les entreprises vont produire plus et il y a croissance économique.

Jorgensen (1996) a donné la définition que « l'investissement est l'engagement de ressources actuelles dans l'attente de rendements futurs et peut prendre une multitude de formes ». Il expose une vision plus large de la notion d'investissement et introduit les investissements en éducation, en formation, en Recherche-Développement (R-D) présentés par les partisans de la théorie de la croissance endogène.

d) Le progrès technique

La variable progrès technique joue un rôle important dans la croissance de la production et dans l'utilisation des facteurs de production. Une question se pose alors : d'où vient le progrès technique ?

¹³MARX, Karl, *Le capital*, Ed Progrès Moscou, 1982, p 494.

- L'origine du progrès technique

Le progrès technique vient de la connaissance scientifique : « le progrès scientifique »¹⁴ et des efforts de recherche. Il se reflète dans la création des nouveaux produits et dans l'utilisation et l'adoption des nouveaux procédés de fabrication.

Plusieurs révolutions industrielles ont marqué l'histoire mondiale depuis la fin du XVIII^e siècle notamment dans les domaines de la machine, du transport, de l'énergie, des biens de consommation, à leur origine étaient les progrès scientifiques. Aujourd'hui on assiste à une nouvelle révolution technologique avec l'apparition des NTIC (Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication).

Aussi, il faut noter l'importance des efforts et des travaux de recherche. Ils ont permis d'élargir les connaissances, d'élaborer les brevets de fabrication et de stimuler les inventions.

- La contribution du progrès technique à la croissance

L'analyse de la productivité au sein d'une économie doit considérer la productivité de facteur capital et celle de facteur travail, autrement dit la productivité globale des facteurs. Les théoriciens, notamment Maddison, ont constaté que l'évolution du PIB n'est pas entièrement expliquée par l'évolution du facteur globale¹⁵. L'explication de cet écart provient moins dans les erreurs de mesure, elle doit être recherchée du côté des facteurs de production comme le souligne D. GUELLEC et P. RALLE dans « Les nouvelles théories de la croissance »¹⁶. Ainsi, les théoriciens ont introduit le « progrès technique ».

Dans ses études de l'économie française entre 1951-1973 P. Dubois introduit le progrès technique pour expliquer ce résidu. Le progrès technique a un double rôle dans la croissance. D'une part, il stimule la demande via la création des produits nouveaux et l'amélioration des produits en déclin ; d'autre part il accentue l'offre grâce aux gains de productivité qu'il permet et améliore l'efficacité des facteurs travail et capital.

Le progrès technique a un impact positif sur l'amélioration de la qualification des travailleurs car il nécessite des compétences particulières, il substitue les travailleurs qualifiés au travailleurs faiblement qualifiés. Il permet aussi la substitution du facteur travail au capital.

¹⁴ MONTOUSSE, Marc, *Théories économiques*, Ed Bréal, Paris, 1999, p66.

¹⁵ GUELLEC Dominique et RALLE Pierre, *Les nouvelles théories de la croissance*, La Découverte, Paris, 2003, p 19.

¹⁶ Ibid.

C'est le cas du Japon où les robots remplacent les ouvriers dans le processus de fabrication des appareils électroménagers. Ces derniers n'effectuent plus que les vérifications des produits.

Ainsi le progrès technique est ajouté aux côtés des facteurs travail et capital pour capter la croissance de la production totale. La combinaison de ces facteurs permet de cibler une croissance économique maximale, toutefois cette croissance maximale n'est pas souvent celle qui se réalise effectivement. La croissance effective est le fruit des structures économiques et des structures non économiques.

2.2 Les structures favorables à la croissance économique

Les principaux facteurs que sont le travail, le capital, l'investissement et le progrès technique doivent être soutenus par des structures économiques mais aussi d'autres facteurs extra-économiques. Ces structures doivent être considérées car, d'abord, elles facilitent la croissance ; ensuite, elles stimulent son processus sur longue période. Généralement, il existe quatre (4) structures favorables à la croissance du PIB.

a) L'industrialisation

Selon Freyssinet, "l'industrialisation est la mécanisation et l'augmentation de travail », Cuisenier complète cette définition en ajoutant l'idée de production avec des machines à rendements décroissants. Au sens large, l'industrialisation est « le processus de fabrication de produits manufacturés avec des techniques permettant une forte productivité du travail et qui regroupe les travailleurs dans des infrastructures constantes avec des horaires fixes et une réglementation stricte »¹⁷.

Avec l'industrialisation les techniques de production sont révolues, les machines artisanales laissent la place à des machines à haute technologie, la production des entreprises et celle nationale augmentent fortement, le revenu national augmente, la qualité des produits disponibles pour les consommateurs s'améliore.

L'industrialisation a des effets positifs sur l'économie. D'abord, elle a permis la croissance et le développement des pays développés d'aujourd'hui. L'histoire économique mondiale a montré que l'Angleterre est passée par l'industrialisation ; la France, les États-Unis et le Japon eux aussi sont passés par le chemin de l'industrialisation pour se développer.

¹⁷ www.wikipédia.org

Par ailleurs, les pays émergents tentent actuellement de rattraper les pays développés avec des stratégies de croissance basées sur l'industrialisation.

Ensuite, l'industrialisation permet une hausse de la production, peut aspirer une partie de la population travaillant dans l'agriculture précaire et augmenter le revenu d'une partie de la population, et facilite et accélère le transfert de technologie via les externalités technologiques et du coup engendre une accumulation de capital humain. Il est indéniable qu'elle contribue à la croissance économique.

b) La demande globale

La demande globale est composée de la demande de consommation, d'investissement, de l'Etat et de l'extérieur. La part de l'Etat dans la demande globale est exprimée par les dépenses publiques. La demande extérieure est mesurée par le solde commercial c'est à dire la différence entre l'exportation et l'importation.

Une hausse de la demande globale se traduit par une hausse du produit global. Par exemple, lorsque l'investissement dans une économie croît, que ce soit par le fait de l'Etat ou des privés, et que cet accroissement dépasse la dépréciation du capital, il augmente le stock de capital et favorise la croissance et donc l'augmentation de la production globale. A son tour, cette dernière augmente le revenu des agents économiques et automatiquement leur consommation croît aussi. Il y a donc un effet accélérateur qui favorise une croissance auto-entretenu et cumulative.

c) Le système financier

Le système financier a un rôle essentiel dans la croissance économique. Les infrastructures financières ont un double rôle. Elles assurent la collecte de l'épargne par les banques et l'allocation des ressources financières vers les secteurs modernes de l'économie, ainsi elles apportent le financement nécessaire à l'accumulation du capital et stimulent la diffusion des nouvelles technologies¹⁸.

Un système financier rudimentaire ne permet pas l'accès de certains ménages à une banque ou à d'autres institutions auprès desquelles elles pourraient placer leur épargne et emprunter des liquidités élevées.

¹⁸ BASSANINI Andrea, SCARPETTA Stefano, « Les moteurs de la croissance dans les pays de l'OCDE : Analyse empirique sur des données de panel », *Revue économique de l'OCDE* 2001/2, n°33, p. 7-58.

Si de plus, les ménages ne font pas confiance au secteur bancaire dans leur dépôt, car par exemple qu'il ne garantit pas les droits de propriété, cela peut limiter la croissance comme l'a connu l'Ouganda de ces dernières années (Sharer et al. (1995)). Ainsi les infrastructures financières doivent être mises en place dans l'économie pour tisser le lien épargne-croissance. D'ailleurs, le succès des pays d'Asie au taux d'épargne élevé a démontré la véracité de ce lien.

Le système financier comprend aussi les institutions comme les assurances. Elles permettent aux agents économiques de s'assurer, de prendre des risques dans leurs activités et de « diminuer les coûts d'acquisition et d'évaluation des informations relatives à d'éventuels projets, grâce à des services spécialisés de conseil financier »¹⁹. Par exemple, elles permettent aux entrepreneurs d'entrer dans un nouveau marché et de garantir les résultats des activités même pendant les mauvaises conjonctures. Ces services offerts peuvent bénéficier à la production des agents économiques.

Bref, le manque d'infrastructures financières peut ralentir la croissance et pourrait même piéger les pays pauvres dans le cercle vicieux de la pauvreté, leurs privant aussi des financements indispensables pour la prospérité de l'économie. Ainsi, le système financier constitue un facteur indispensable pour la croissance.

d) L'environnement international

Dans le contexte actuel de mondialisation marqué par l'interdépendance de toutes économies de la planète, l'ouverture économique est dictée par les Nations Unies. Le défi de chaque nation consiste dans la recherche de compétitivité dans les échanges internationaux. Sont liées à celle-ci, l'acquisition de part de marché de plus en plus importante, l'exploration et l'accès à des nouveaux marchés dans les zones les plus éloignées et le développement des firmes multinationales. La prospérité des pays avancés dans les échanges commerciaux s'explique en partie par leur spécialisation, en exploitant au maximum les avantages comparatifs.

¹⁹ BASSANINI Andrea, SCARPETTA Stefano, « Les moteurs de la croissance dans les pays de l'OCDE : Analyse empirique sur des données de panel », *Revue économique de l'OCDE* 2001/2, n°33, p. 7-58.

Par ailleurs, les théories économiques soulignent que le commerce produit de nombreux effets positifs en raison « des économies d'échelle, de l'exposition à la concurrence et de la diffusion du savoir »²⁰. Par conséquent, on pourrait alors bénéficier de l'efficacité globale mais surtout du niveau d'investissement réalisé.

La recherche de compétitivité pousse les entreprises à perfectionner leurs moyens de production. Avec l'augmentation de part de marché et le développement des firmes, on assiste à l'augmentation de la production globale et par conséquent à la hausse de l'exportation et de la consommation. Il y a donc croissance économique. Le facteur environnement international met en avant l'importance du commerce extérieur pour améliorer et stimuler le dynamisme de l'économie

e) Les autres facteurs favorables à la croissance économique

Il existe, en dehors des structures économiques, des facteurs culturels, sociaux, politiques et juridiques qui peuvent influencer sur la croissance. C'est surtout l'économie institutionnelle qui s'intéresse à ces autres déterminants. Les cultures, les habitudes, les systèmes politiques et juridiques sont considérés comme des institutions.

Le thème de croissance économique est abordé par de nombreux économistes qui partagent l'idée que les institutions ont un rôle important dans l'analyse économique. Entre autres, Douglass North souligne l'importance des institutions économiques, politiques et juridiques dans les performances d'une économie en termes de croissance à long terme. Les systèmes politiques, grâce à leur capacité à créer et à faire respecter les droits de propriété, produisent des institutions efficaces et « ont été la source de la prospérité de l'Occident »²¹.

Les déterminants de la croissance économique sont de deux ordres, d'un côté les facteurs principaux et de l'autre les structures favorables. Les premiers permettent une croissance potentielle et les seconds sont indispensables pour la croissance effective. Il faut aussi signaler que l'Etat a un rôle à jouer. Il peut favoriser l'accumulation de capital et mettre en œuvre des politiques économiques pour lisser la conjoncture et stimuler l'économie dans les conjonctures défavorables. Le chapitre suivant aura pour objet d'exposer les théories de la croissance économique.

²⁰ Ibid.

²¹ CHAVANCE, Bernard, *L'économie institutionnelle*, La Découverte, Paris, 2007, p71

CHAPITRE II : LES FONDEMENTS THEORIQUES DE LA CROISSANCE ECONOMIQUE

Les théories de la croissance économique sont généralement classées en deux catégories, d'abord il y a les anciennes théories qui ont dominé jusqu'à la fin des trente glorieuses avec les auteurs classiques, les auteurs keynésiens et postkeynésiens et les auteurs néoclassiques. Ensuite, dans les années 80 apparaissent les nouvelles théories de la croissance qualifiées de théorie de la croissance endogène avec des économistes du courant de la Nouvelle Economie Classique et de la Nouvelle Economie Keynésienne.

Section 1 : Les théories traditionnelles de la croissance

1.1 La théorie de la croissance économique chez les auteurs classiques

Le concept de croissance économique était déjà présent chez les auteurs classiques. Leur question centrale interroge sur la possibilité d'une croissance durable. Les classiques anglais notamment Adam Smith (1776) et David Ricardo (1819), fondateurs de l'économie politique libérale, ont posé les fondements d'une théorie de la croissance qui reposent sur l'accumulation de capital. Le capital représente « les moyens de production produits » à la disposition des travailleurs. L'augmentation de la richesse résulte de l'accroissement du capital par tête.

Toutefois, les économistes classiques sont pessimistes dans leur vision de long terme. La croissance de longue période bute vers un « état stationnaire ». L'explication réside dans la répartition du revenu national et dans la caractéristique des facteurs de production. Pour les classiques, les facteurs de production sont le travail, le capital et la terre.

L'analyse classique souligne l'existence de trois couches sociales dans la société. Il y a la classe ouvrière qui fournit le travail, la classe capitaliste qui dispose des capitaux et des moyens de production et la classe des propriétaires terriens. Dans la répartition du revenu, le travail est rémunéré par le salaire. Il permet aux ouvriers d'acquérir les moyens de subsistance et ainsi de perpétuer leur espèce sans qu'ils ne puissent diminuer ou croître. La terre, un facteur fixe non sujet à accumulation, est source de rente pour ses propriétaires.

Dans la théorie ricardienne, la rente, comme étant le revenu des propriétaires fonciers pour l'utilisation de leur terrain, est égale à la différence entre le coût de production sur leur terre et le prix du marché, c'est-à-dire le coût de production sur la terre la moins fertile. Concernant le capital, il est rémunéré par le profit. La détermination du profit ne nécessite pas de recherche spéciale car il constitue le résidu après détermination du salaire et de la rente. Pour les classiques, le profit tient une place importante. Il doit permettre aux capitalistes d'investir ; les salariés et les propriétaires terriens eux n'investissent pas, ils sont de simples consommateurs. Ce profit est le déterminant de l'accumulation de capital et donc la croissance de long terme.

Toutefois, les auteurs classiques soulignent que les rendements factoriels sont décroissants (les productivités marginales du capital et de la terre sont décroissantes). Pour sa part, Ricardo a remarqué que les terres les plus fertiles sont exploitées les premières et que les rendements diminuent au fur et à mesure que l'exploitation se répand vers de nouvelles terres. Lorsque l'économie dispose d'un faible stock de capital, le rendement du capital est élevé et l'investissement augmente fortement la production. L'accumulation de capital est aussi forte. A l'inverse, lorsqu'elle dispose d'un important stock de capital disponible, le rendement de l'investissement et l'accumulation sont moindres.

A très long terme, la productivité marginale du capital tend à s'annuler et l'incitation à accumuler disparaît. La croissance économique de longue période est menacée. L'arrêt de la croissance entraîne l'arrêt de l'accroissement de la population d'après la loi de Malthus. Cette situation est ce qu'on appelle « état stationnaire ».

Pour dépasser la fatalité de l'état stationnaire, Adam Smith, dans *sa richesse des nations*, avance l'idée que la division du travail est source de gain de productivité. La division du travail se définit comme une répartition toujours plus spécialisée du processus de production afin d'améliorer l'efficacité du facteur travail et sa productivité. Elle contribue ainsi à la croissance économique. Avec la division du travail, Adam Smith ainsi ajoute dans le stock de capital les habitudes acquises et utiles de tous les membres de la société et par la même occasion il annonce la notion moderne de capital humain. Le progrès technique est déjà présent dans l'analyse des classiques mais il n'occupe pas une place centrale. David Ricardo lui ne s'est intéressé qu'aux effets néfastes de celui-ci sur l'emploi.

Bref, pour les classiques la croissance économique n'est pas un phénomène durable. L'analyse de Marx confirme cette position.

D'abord il souligne que le caractère limité de la croissance s'explique par les rendements d'échelle décroissants dans l'industrie et non dans l'agriculture comme le pensent les classiques. Ensuite, il affirme que le progrès technique source de productivité est insuffisant pour dynamiser la croissance. Il souligne l'importance des institutions politiques, sociales et économiques annonçant pour sa part les théories qui seront développées plus tard par les économistes institutionnalistes..

1.2 La conception de la croissance économique selon Harrod et Domar

La question centrale pour Harrod et Domar tourne autour du caractère équilibré de la croissance. A la fin des années 30 et au cours des années 40, des économistes postkeynésiens notamment Domar (1940) et Harrod (1947) ont voulu prolonger les analyses de Keynes dans une optique de longue période. Ils proposent un modèle de croissance qui utilise une fonction de production avec deux facteurs que sont le facteur capital (K) et le facteur travail (L). Les deux facteurs de production ne sont pas substituables dans leur modèle.

Par ailleurs, ils considèrent que le progrès technique, source de gain de productivité, est une variable exogène car il dépend des inventions et des innovations ainsi que de leur application dans le système productif.

Dans la tradition keynésienne, les économies n'échappent pas aux problèmes de sous-emploi. Les raisons évoquées sont les rigidités nominales des prix et des salaires et les défauts de coordination des agents induisant une insuffisance de la demande globale par rapport aux capacités d'offre. Ces deux économistes prennent donc une position pessimiste quant à la possibilité d'une croissance durable et assurant le plein-emploi. Leur analyse diffère cependant de celle des auteurs classiques et ne met pas l'accent sur les rendements d'échelle décroissants des facteurs de production.

Harrod avance l'idée qu'il existe trois taux de croissance différents qui résultent de déterminants différents :

- le taux de croissance effectif qui est celui qui se réalise réellement ;
- le taux de croissance garanti qui modélise l'équilibre épargne-investissement. L'égalité entre épargne et investissement est peu probable dans la réalité, ces deux agrégats résultent de facteurs différents ;

- le taux de croissance naturel qui est celui assurant le plein-emploi. Il dépend de l'accroissement de la population active et du progrès technique qui sont tous les deux exogènes à l'économie.

La croissance équilibrée est celle qui assure l'égalité entre le taux de croissance garanti et le taux de croissance naturel. Toutefois, ces deux taux de croissance sont issus de déterminants différents. Harrod introduit le phénomène de « fil de rasoir » voulant souligner qu'il n'existe qu'une seule possibilité de croissance équilibrée et qu'y parvenir procède du hasard.

1.3 La représentation néoclassique de la croissance économique

Dans les années d'après-guerre, les économies développées constatent une tendance régulière de leur croissance économique. Dans ce contexte, les théoriciens, notamment Solow, ont bâti des modèles de croissance à caractère équilibré. En 1956 apparaît le modèle de Solow²² qui va révolutionner la macroéconomie. Solow utilise ses connaissances en statistiques et en mathématiques dans l'étude de l'économie. Voulant dépasser le pessimisme de Harrod dans la stabilité de la croissance, il apporte quelques changements dans la fonction de production. Il propose d'utiliser une fonction de type microéconomique avec des facteurs substituables et non plus fixes comme dans les modèles postkeynésiens.

Dans son analyse, Solow met l'accent sur la flexibilité des prix des facteurs de production : le salaire pour le facteur travail et le taux d'intérêt pour le facteur capital. Elle permet d'assurer l'équilibre entre les facteurs de production. Il ajoute aussi l'hypothèse des rendements factoriels décroissants qui donne un caractère limité à la croissance économique.

Solow introduit le progrès technique comme facteur exogène dans son modèle. Le progrès technique améliore l'efficacité du facteur travail. Il fait référence à des technologies très performantes, à la hausse du niveau d'instruction, à la formation et au savoir-faire de la population active. Il permet d'accroître l'apport du facteur travail à la croissance de la production.

²² Robert Solow (Prix Nobel d'économie en 1987) a présenté son modèle in « A contribution to the theory of economic growth, *Quarterly Journal of Economics*, 65-94, Février 1956.

C'est ainsi que Marc Montoussé affirme dans son ouvrage « Nouvelles théories économiques » que « Seul le progrès technique permet de contrecarrer la décroissance des rendements »²³.

Bref, le modèle de Solow met l'accent sur l'interaction entre accroissements du stock de capital, de la force de travail et du progrès technique et leur impact sur la croissance. La croissance économique dépend de deux facteurs principaux : la quantité de travail qui dépend de la croissance démographique et le progrès technique qui quant à lui est fonction du progrès scientifique. Les deux facteurs étant indépendants de la sphère économique, Solow souligne alors que la croissance économique est équilibrée et exogène. Les théories de la croissance sont renouvelées vers les années 80 et les nouvelles théories vont remettre en cause cette conception exogène de la croissance économique.

Section 2 : Les nouvelles théories de la croissance

2.1 Naissance des nouvelles théories de la croissance économique

Vers la fin des années 80 et le début des années 90, des économistes²⁴ ont renouvelé les théories de la croissance économique. La question centrale est maintenant celle d'une croissance auto-entretenu et cumulative. A l'origine de ce renouvellement se trouvent le constat de divergence de la trajectoire des économies et les crises mondiales. « La croissance n'est pas un phénomène naturel » favorisée uniquement par la croissance démographique et le progrès technique²⁵. Si quelques pays, malgré des conditions démographiques qui paraissent défavorables, parviennent à entreprendre le processus, d'autres ont des difficultés à entamer le démarrage. En effet, des pays comme l'Argentine et la Chine ont réussi le défi tandis que les pays africains se sont bloqués et parfois même appauvris au cours du XX^e siècle.

Face à ce constat, des économistes ont élaboré la nouvelle théorie de la croissance appelée également théorie de la croissance endogène, s'appuyant sur les avancés de l'économie industrielle. Le vocable « croissance endogène » a été introduit dans le jargon économique par Paul Romer vers 1986, avançant le caractère endogène du progrès technique. La théorie de la croissance endogène se veut approfondir l'analyse de la croissance, répondre aux problèmes de développement et élargir les liens entre croissance et cycle économique.

²³ MONTOUSSE, Marc, *Nouvelles théories économiques*, Ed Bréal, Paris, 2002, p66.

²⁴ Les nouvelles théories de la croissance ont intéressé des économistes issus du courant de la nouvelle économie classique et de la nouvelle économie keynésienne.

²⁵ MONTOUSSE, Marc, *Théories économiques*, Ed Bréal, Paris, 1999, p67.

2.2 Les hypothèses de la théorie de la croissance endogène

Les modèles de croissance endogène sont apparus en réponse aux modèles de croissance exogène, notamment celui de Solow. Dans ce dernier, la productivité marginale du capital est considérée comme décroissante et neutralise l'accumulation de capital et la croissance économique à long terme. Le progrès technique, comme variable exogène, intervient pour freiner la tendance à la stagnation de la croissance grâce aux gains de productivité.

Les hypothèses de la nouvelle théorie sortent de ces deux points. D'une part, elle postule que la productivité marginale du capital ne décroît pas et avance ainsi l'idée d'une croissance auto-entretenu. D'autre part, elle suppose que le progrès technique est endogène car il « serait en réalité à la fois une cause et une conséquence de la croissance »²⁶. La croissance peut donc être cumulative.

L'idée de progrès technique endogène est inspirée des travaux de Schumpeter sur les innovations. L'innovation, étant un processus dynamique et sujet à la concurrence des entrepreneurs, subit des améliorations pour devenir de nouvelles innovations. Le dynamisme des innovations favorise la course au progrès technique. Cela explique la croissance. En effet, les entrepreneurs qui travaillent pour mettre au point les innovations se trouvent dans un marché concurrentiel et s'ils veulent conserver leur rente de monopole, ils doivent perpétuellement améliorer les innovations précédentes. Les théoriciens identifient plusieurs sources endogènes de croissance.

2.3 Les déterminants de la croissance endogène

Dans la théorie néoclassique la seule source endogène de croissance économique est l'accumulation de capital physique. Les auteurs néoclassiques considèrent que la variable progrès technique capte toutes les autres sources. Au contraire, la théorie de la croissance endogène postule l'existence de plusieurs sources endogènes de croissance dont entre autres le capital physique, le capital public, le capital humain, l'apprentissage par la pratique, la Recherche-Développement (R-D) et l'innovation technologique, etc...

²⁶ MONTOUSSE, Marc, *Nouvelles théories économiques*, Ed Bréal, Paris, 2002, p67.

a) Le capital physique

L'accumulation de capital physique concerne à la fois le secteur public et les agents économiques. La contribution de ces derniers est captée par la part des investissements des entreprises dans le PIB. « Le taux d'accumulation du capital physique est l'un des principaux facteurs déterminants le niveau de production réel par habitant »²⁷.

Romer présente le premier modèle de la croissance endogène (1986) basé sur les externalités entre firmes. Dans son analyse, l'investissement privé en capital physique est un facteur de croissance. D'une part le capital génère une productivité marginale constante et d'autre part, grâce aux externalités notamment « les effets d'imitation et d'apprentissage »²⁸, l'investissement d'une firme bénéficie inévitablement aux autres firmes. En effet, l'investissement accroît la production de la firme et celle des autres firmes du même secteur grâce aux externalités technologiques : les travaux d'ingénierie, l'augmentation de la compétence des travailleurs et l'amélioration des équipements en place. Ainsi l'investissement en capital physique engendre la croissance directement et via ses effets sur le progrès technique.

b) Le capital public

Le capital public est constitué de l'ensemble des infrastructures possédées et des biens et services fournis par les collectivités publiques. Dans cet ensemble il y a par exemple le transport, les télécommunications, la sécurité, l'éducation, etc. Le capital public est indispensable pour le secteur privé et la croissance en dépend largement.

Dans son analyse, Robert Barro met l'accent sur le rôle des dépenses publiques dans la croissance économique. Elles garantissent à la fois l'accumulation de capital public et les dépenses d'éducation (accumulation de capital humain) et de R-D. Les dépenses publiques ont un effet cumulatif. En effet, elles favorisent la croissance du PIB et donc induisent une hausse des recettes publiques. Ces dernières seront réinjectées dans l'économie et permettent ainsi une croissance auto-entretenu et cumulative.

²⁷ BASSANINI Andrea, SCARPETTA Stefano, « Les moteurs de la croissance dans les pays de l'OCDE : Analyse empirique sur des données de panel », *Revue économique de l'OCDE* 2001/2, n°33, p. 7-58.

²⁸ MONTOUSSE, Marc, *Nouvelles théories économiques*, Ed Bréal, Paris, 2002, p67.

c) L'apprentissage par la pratique

Dans « Les nouvelles théories de la croissance », Dominique Guellec et Pierre Ralle définissent l'apprentissage par la pratique ou le « learning by doing » comme « les formes d'accroissement du savoir dérivant de l'activité productive, par opposition à des activités spécifiques (éducation, recherche) »²⁹.

C'est Romer qui a présenté ce type modèle de croissance. Il analyse les effets d'accumulation de connaissance. Partant de la théorie du « learning by doing », Romer affirme que l'économie accumule des expériences et des savoir-faire et accentue sa croissance. Le processus de croissance cumulative va jouer et donc l'accumulation d'expériences et de savoir-faire sera accentuée. En effet, lorsqu'une entreprise produit elle accumule des expériences et des connaissances. Par effet d'imitation, les entreprises du même secteur se serviront de ces connaissances pour améliorer sa production. Au niveau national, cela se traduit par un effet positif sur le niveau du PIB.

d) Le capital humain

C'est Robert Lucas³⁰ qui est le premier à considérer le capital humain³¹ comme facteur endogène de croissance. Le capital humain saisit le stock de connaissances, les qualifications, la formation, l'expérience, l'état de santé, la nutrition, l'hygiène de la main-d'œuvre. La croissance économique est le fruit « des efforts individuels et sociaux en formation qui eux-mêmes dépendent de la capacité à épargner » et à faire des sacrifices pour investir dans l'éducation³².

La croissance est endogène et cumulative car la capacité en épargne de formation des agents est fonction de leur revenu donc du niveau de la production et de la croissance économique. Concrètement, un salarié avec un bon niveau d'éducation a une forte productivité. Mais ce même salarié bénéficie aussi plus à l'entreprise en interagissant avec des salariés du même niveau d'éducation. Leur combinaison bénéficie donc à la société.

²⁹ GUELLEC Dominique et RALLE Pierre, *Les nouvelles théories de la croissance*, La Découverte, Paris, 2003, p78.

³⁰ Robert Lucas, lauréat du Prix Nobel d'économie 1995 et pilier majeur de l'école de la nouvelle économie classique, est célèbre pour sa théorie des anticipations rationnelles.

³¹ Le concept de capital humain est initié par Gary Becker en 1964 dans *Human Capital, a Theoretical and Empirical Analysis*.

³² MONTOUSSE, Marc, *Nouvelles théories économiques*, Ed Bréal, Paris, 2002, p69

e) L'innovation et la recherche-développement

Les dépenses de Recherche-Développement (R-D) sont considérées comme des investissements dans le savoir et permettent de créer de nouvelles technologies. Ce sont les gouvernements qui déterminent le montant de ces dépenses.

Romer a souligné que l'innovation et la R-D constituent un facteur de la croissance endogène. Son idée prend inspiration dans les analyses des innovations chez Schumpeter. Les innovations et la R-D accentuent la croissance économique par le biais des gains de productivité, à son tour la croissance stimule les efforts de R-D. Cela crée un cercle vertueux et favorise la croissance de longue période.

La technologie peut se définir comme un « ensemble de connaissances relatives à certains types d'environnement et d'activités associées à la production et à la transformation de matériaux » (Rosemberg, 1982). Elle peut être utilisée par plusieurs agents économiques et elle produit des externalités favorables à la croissance économique. Les externalités sont les répercussions des activités d'un agent économique sur d'autres agents qui ne donnent pas lieu à une compensation monétaire.

Ainsi, l'analyse de la croissance doit considérer les activités de R-D, une forme supplémentaire d'investissement, elles favorisent la technologie et « peuvent avoir un effet persistant sur la croissance, autrement dit, qu'une augmentation des dépenses de R-D devrait entraîner, toutes choses égales par ailleurs, une augmentation permanente des taux de croissance »³³.

Le tableau ci-suit montre la part des dépenses de R-D en pourcentage du PIB dans quatre pays de l'Organisation de Coopération et de Développement Economique (OCDE). Le Japon effectue les plus grandes dépenses de R-D avec 3,1% du PIB en 2001 suivi des Etats-Unis et de l'Allemagne, la France est en quatrième position avec un taux de 2,2%. Les dépenses de R-D ont faiblement évolué dans ces pays mais restent tout de même importantes, cela témoigne sans doute de la prospérité de ces pays.

³³ BASSANINI Andrea, SCARPETTA Stefano, « Les moteurs de la croissance dans les pays de l'OCDE : Analyse empirique sur des données de panel », *Revue économique de l'OCDE* 2001/2, n°33, p. 7-58.

TABLEAU 1 : Dépenses de R-D dans quatre pays de l'OCDE

	1975	1981	1995	1999	2001
France	1,8	1,9	2,3	2,2	2,2
Allemagne	2,2	2,4	2,3	2,3	2,5
Etats-Unis	2,2	2,3	2,5	2,8	2,8
Japon	2,0	2,1	2,7	3,0	3,1

Source : GUELLEC Dominique et RALLE Pierre, *Les nouvelles théories de la croissance*, La Découverte, Paris, 2003, p 24.

Bref, la croissance économique occupe une place dans l'analyse économique et cela depuis l'époque des Classiques. Elle est favorisée par des facteurs mais aussi des structures économiques et non économiques pour se réaliser. Les économistes ont élaborés les théories de la croissance en partant de ces différents facteurs et analysant les problèmes de leurs époques. D'abord, les Classiques ont avancé l'idée d'une croissance économique limitée, ensuite les postkeynésiens l'idée d'une croissance exogène et déséquilibrée, puis Solow l'idée d'une croissance exogène mais équilibré, ces auteurs ont élaboré les théories traditionnelles de la croissance. A partir des années 80, ces dernières sont renouvelées laissant la place aux nouvelles théories de la croissance avec des auteurs de la Nouvelle Economie Classique et de la Nouvelle Economie Keynésienne et la conception d'une croissance endogène.

PARTIE 2 : ANALYSE DES IMPACTS DE LA CRISE

POLITIQUE DE 2009 SUR LA CROISSANCE

ECONOMIQUE A MADAGASCAR

L'année 2008 est marquée par un ralentissement de la croissance de l'économie mondiale. Les causes ont été la crise financière qui a touché les économies avancées et la flambée des cours des matières premières agricoles et de l'énergie. Dans les pays avancés, on a constaté un ralentissement d'activité économique, ce qui a plongé la plupart de ces pays dans une phase de récession. Par contre, dans leur chemin de croissance, la majorité des pays africains a été relativement épargnée des effets de la crise financière et n'ont observé que de faibles baisses dans leur performance. D'ailleurs, quelques pays ont même réussi à accroître leur taux de croissance du PIB. Ce fut le cas pour Madagascar où l'année 2008 est aperçue comme une année de croissance vigoureuse appuyée par les fortes entrées d'IDE et les aides extérieures. Toutefois, en 2009, Madagascar est frappée par une crise politique. Cette crise politique s'est transformée en une crise économique et sociale et modifier la donne de la performance économique du pays. Il est important de souligner que les impacts de la crise politique nationale ont été les plus influents sur l'économie malgache et non ceux de la crise financière de 2008 car à Madagascar le système financier est encore peu développé. Ainsi, à partir de 2009, l'économie malgache est plongée dans une grande difficulté. Cette partie s'attachera d'abord à une étude empirique de la croissance économique de Madagascar entre 2007 et 2013. Ensuite, le dernier chapitre consistera à l'analyse des impacts socio-économiques de la crise politique de 2009.

CHAPITRE III : ANALYSE DE LA CROISSANCE ECONOMIQUE A

MADAGASCAR

Dans ce chapitre, il sera développé dans une première section la situation économique et sociale de Madagascar pour mieux nous placer dans le domaine de l'étude et la présentation de la crise politique de 2009 qui a frappé le pays. Une deuxième section présentera les facteurs de la croissance du PIB à Madagascar.

Section 1 : Situation macroéconomique et sociale et la crise politique de 2009

Une brève présentation du contexte de l'étude et la généralité sur la crise politique de 2009 fera l'objet de cette première section. Il sera traité successivement la croissance économique, l'inflation, le secteur extérieur avec l'analyse de la balance des paiements et la population et la pauvreté à Madagascar. L'analyse s'étend sur la période de 2007 à 2013.

1.1 Situation macroéconomique et sociale

a) La croissance économique

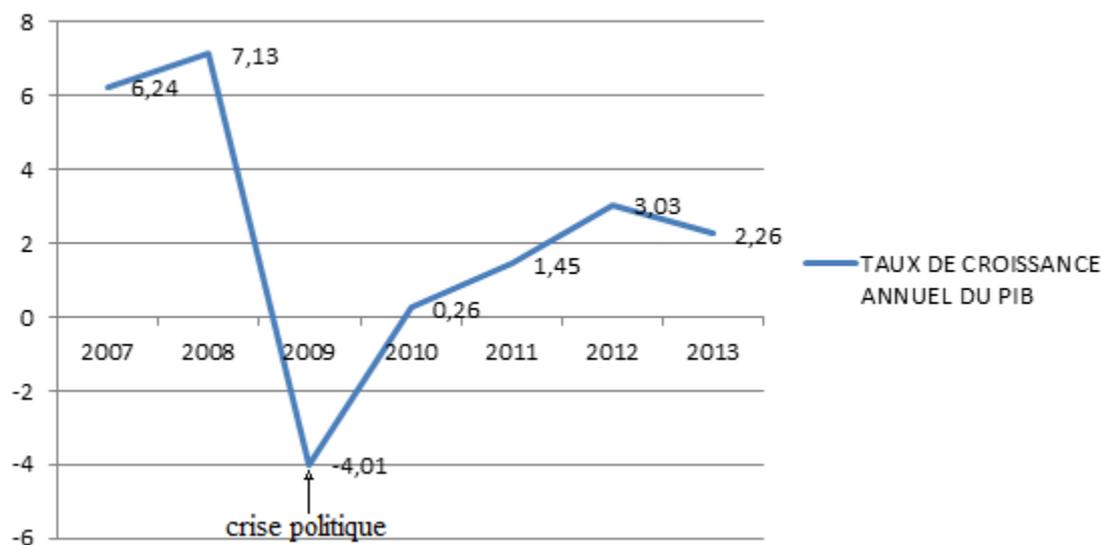
En 2008, Madagascar atteint un taux de croissance record de 7,1% contre 6,2% l'année précédente. A l'origine ont été les effets d'entraînement des investissements dans l'exploitation minière et la contribution des deux secteurs primaire et tertiaire et les aides extérieures. Toutefois, sous l'impact de la crise politique, le taux de croissance chute à -4,1% en 2009.

Depuis 2011, la reprise de la croissance est amorcée avec un taux timide de 1,5%. Dans la période de post-crise, les remous de la crise politique nationale persistent, la demande intérieure affiche un recul et les entrepreneurs doutent encore de la stabilité dans le pays et sont réticents dans les activités de production. De leur côté, les investisseurs étrangers ne sont pas convaincu par le climat des affaires et ont diminué les investissements.

Ainsi en 2013, le taux de croissance, essentiellement tiré par les activités minières, enregistre une légère baisse et passe de 2,4% contre 3,0%³⁴ en 2012. Par ailleurs, il est utile de noter qu'en raison des catastrophes naturelles, la contribution du secteur de l'agriculture dans le PIB a baissé.

³⁴ BCM, *Rapport Annuel 2013*.

GRAPHIQUE 1 : Taux de croissance annuel du PIB depuis 2007



Source : graphique de l'auteur basé sur les données de la Banque Mondiale/Base des données WDI.

b) L'inflation

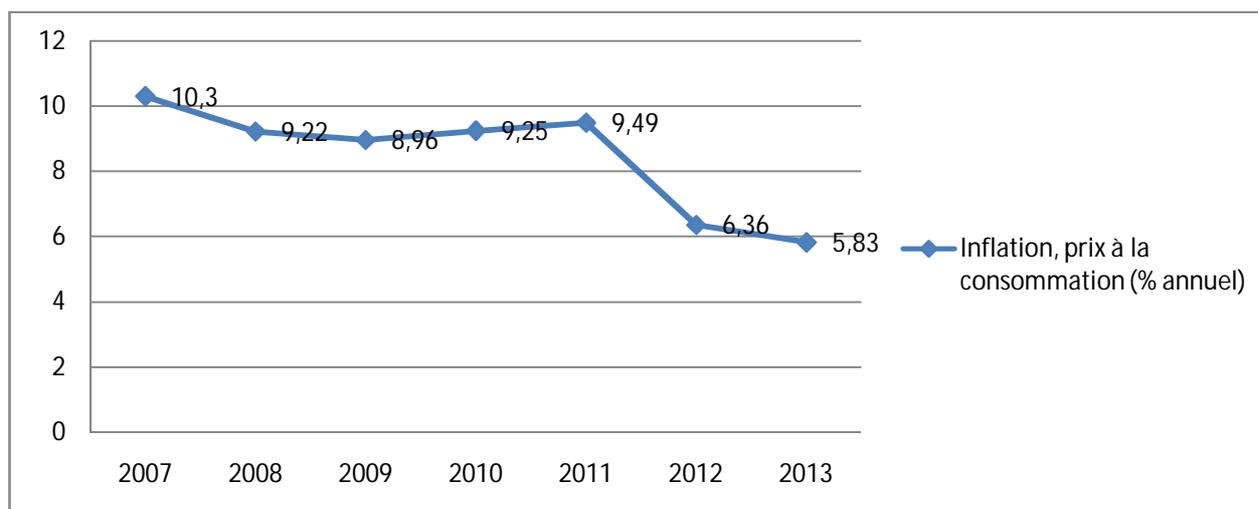
L'inflation peut se définir comme une hausse auto-entretenu du niveau général des prix, elle est mesurée par l'indice des prix à la consommation. Entre les années 2007 et 2011, on constate un ralentissement de la progression de l'indice de prix à la consommation. Le taux de l'inflation a été stabilisé à 8,96% en 2009 grâce au maintien des prix à la consommation des Produits de Première Nécessité (PPN), à la faiblesse de la demande, à la bonne performance dans l'agriculture.

En 2011, il a été maintenu à 9,48% après avoir été de 9,25% en 2010, la légère hausse a été causée par l'augmentation de la demande du secteur public et du secteur privé et la hausse des prix des produits locaux qui ont contribué à 87,3% de l'accroissement de l'ensemble des prix des produits³⁵.

Vers l'année 2012, le taux d'inflation a chuté de 3,7 points par rapport à 2011 et a été estimé à 6,36%. Pour l'année 2013, il a été au environ de 6%. Le graphique 2 montre cette évolution du taux d'inflation depuis 2007.

³⁵ BCM, *Rapport annuel 2010*.

GRAPHIQUE 2 : Evolution de l'inflation, prix à la consommation depuis 2007



Source : Banque Mondiale/Base des données WDI.

c) La balance de paiement :

Le tableau 2 ci-suit montre l'extrait de la balance des paiements de 2012 et de 2013 qui permet d'avoir un aperçu de la relation du pays avec l'extérieur. La balance des transactions courantes affiche un déficit en 2012 et 2013.

Toutefois, en 2013, le déficit de la balance courante s'est nettement amélioré par rapport à la situation en 2012. En effet, les exportations de nickel et de cobalt et des entreprises des zones franches ont engendré une forte rentrée de devises, cependant cette dernière n'a pas réussi à couvrir le solde déficitaire des revenus des investissements et la faiblesse des activités touristiques. Les opérations en capital et financières ont accusé une baisse importante en 2013. Ainsi on a constaté que le déficit de la balance globale a fortement augmenté en 2013 pour se chiffrer à 262,3 contre 84,7 millions de USD l'année précédente. Les causes de ce déficit sont essentiellement la baisse des flux entrants d'IDE et le blocage des financements extérieurs.

TABLEAU 2 : Extrait de la balance des paiements de 2012 et 2013 (en millions USD)

Rubriques	2012	2013
1- Transactions courantes	-685,0	-590,9
1.1 Biens et services	-961,6	-880,8
1.2 Revenus des investissements	-320,9	-341,5
1.3 Transferts courants	597,7	631,2
2. Opérations en capital et financières	639,8	373,8
2.1 Opérations en capital	119,6	135,4
2.2 Opérations financières	520,2	238,4
dont IDE (net)	777,3	548,9
3. Erreurs et Omissions	-39,5	-45,2
4. Balance globale	-84,7	-262,3
5. Financement	84,7	262,3
FMI net	-6,7	-9,4
Avoirs extérieurs (augmentation -)	91,4	271,6

Source : Banque Mondiale, *Madagascar-Evolution économique récente*, Avril 2014, p 7.

d) La population malgache et la pauvreté

En 2013, la population totale est estimée à 22924557 d'habitants³⁶. Le graphique 3 montre une plus grande proportion de la population urbaine estimée à 66% de la population totale, la population rurale n'en représente que 34%. Madagascar a une population jeune et les moins de 20 ans représentent la moitié de la population³⁷. Par ailleurs, cette population augmente au rythme de 2,8% par an³⁸.

Concernant la pauvreté, si l'on juge selon les critères quantitatifs utilisés par les Organismes Internationaux, Madagascar est considérée comme un pays très pauvre. En 2011, selon un document de la Banque Mondiale intitulé « Madagascar pour un dialogue sur les enjeux du développement »³⁹, 90% de la population malgache vit sous le seuil de pauvreté de 2 Dollars US (United State Dollars) et en terme de développement humain Madagascar est classé au 143^{ème} rang mondial de l'IDH ou Indicateur de Développement Humain.

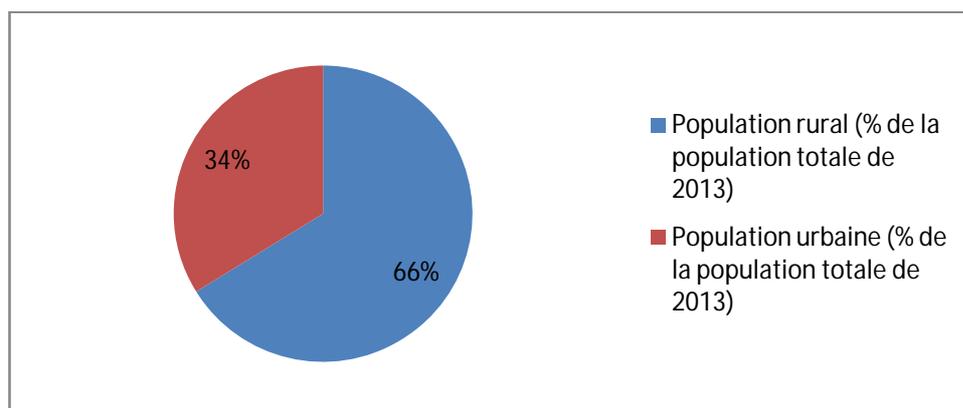
³⁶ Source : Banque Mondiale/Base des données WDI.

³⁷ Fonds Monétaire International, *République de Madagascar*, Janvier 2015.

³⁸ Source : Banque Mondiale/Base des données WDI.

³⁹ Banque Mondiale, *Madagascar : pour un dialogue sur les enjeux du développement*, juin 2013.

GRAPHIQUE 3 : Répartition de la population malgache en 2013



Source : Banque Mondiale/Base des données WDI.

En outre, 62%⁴⁰ de la population malgache vit sous le seuil de l'extrême pauvreté et ont un revenu qui leur permettent seulement de se nourrir. Le tableau 3 présente les indicateurs de la pauvreté.

TABLEAU 3 : Les indicateurs de la pauvreté

Définitions nationales	Définitions internationales
<p><i>Seuil de pauvreté extrême (alimentaire) :</i> pourcentage de la population vivant d'un revenu inférieur au coût de la consommation de 2 133 calories par jour (besoin quotidien en calories recommandé par l'Organisation Mondiale de la Santé).</p> <p><i>Seuil de pauvreté absolue :</i> pourcentage de la population vivant d'un revenu inférieur au seuil de pauvreté extrême (alimentaire), plus 30 % environ pour tenir compte des produits non alimentaires.</p>	<p>Basées sur le pourcentage de la population vivant avec moins de 1,25/2 dollars US par jour aux prix internationaux de 2005</p>

Source : FMI, *République de Madagascar*, Janvier 2015.

⁴⁰ Source : FMI, *République de Madagascar*, Janvier 2015.

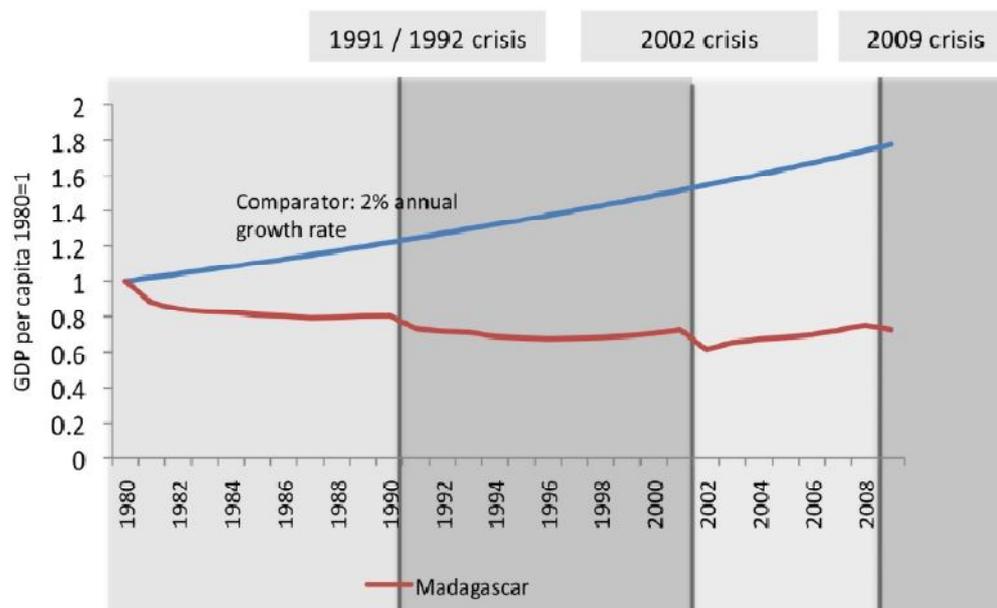
Par ailleurs, pour la Grande Ile, les familles nombreuses et les jeunes sont généralement plus pauvres que les familles peu nombreuses et les personnes âgées. Le nombre de la population et le nombre de pauvres dans le pays ne cessent d'augmenter car la faible performance économique du pays n'arrive pas à compenser cette forte augmentation de la population.

1.2 La crise politique de 2009

L'histoire de Madagascar depuis l'indépendance est marquée par des crises politiques récurrentes. Au cours des dernières décennies, les cycles de croissance et de crises politiques (1991, 2002, 2009) se sont succédés, ce qui a fini par ralentir le développement économique du pays. A chaque fois les crises politiques ont tendance à neutraliser les efforts entrepris pour le rattrapage économique et Madagascar n'arrive pas encore à amorcer son « take-off ». La pauvreté est encore élevée dans le pays à cause de la faible performance économique et à chaque fois les crises politiques ont fait reculer la lutte contre la pauvreté.

Le graphique 4 illustre les cycles de croissance et crises politiques à Madagascar à partir des années 80. Les crises politiques de 1991, de 2002 et de 2009 ont eu des impacts majeurs sur l'économie malgache.

GRAPHIQUE 4 : Croissance économique et crises politiques à Madagascar depuis 1980



Source : La Banque mondiale (2010)

Selon le Wikipédia, « la crise politique de 2009 à Madagascar est une série de manifestations, d'émeutes et de confrontation politique qui secoue Madagascar à partir de la deuxième moitié du mois de janvier 2009 »⁴¹. En mars 2009, l'ancien président Marc Ravalomanana fut obligé de laisser le pouvoir et de fuir le pays et se met en place un gouvernement de transition de facto dirigé par Andry Rajoelina, président de la Haute Autorité de la Transition.

La crise politique s'est traduite par une crise économique et sociale au niveau nationale. Avec cette situation d'instabilité, le pays a subi un gel de l'aide extérieure et a perdu des nombreux avantages dans ses relations avec l'extérieur. Ainsi Madagascar s'est trouvée dans une situation difficile car le budget d'investissement public dépendait fortement des financements extérieurs.

Section 2 : Les facteurs de la croissance économique de Madagascar

La littérature théorique souligne l'existence de plusieurs facteurs de croissance économique. Nous allons analyser dans cette sous-section les facteurs de la croissance du PIB pour Madagascar. Pour ce faire, dans un premier temps une analyse des origines et de la structure du PIB sera exposée, ensuite on procèdera à l'analyse de la contribution des IDE et des exportations de biens et services dans le PIB pour le cas malgache.

2.1 Les origines du PIB

Pour mesurer la répartition du PIB selon les trois secteurs agriculture, industrie et service, c'est l'approche production qui est utilisée. La part de chaque secteur dans l'économie est appréhendée par sa valeur ajoutée⁴² en pourcentage du PIB.

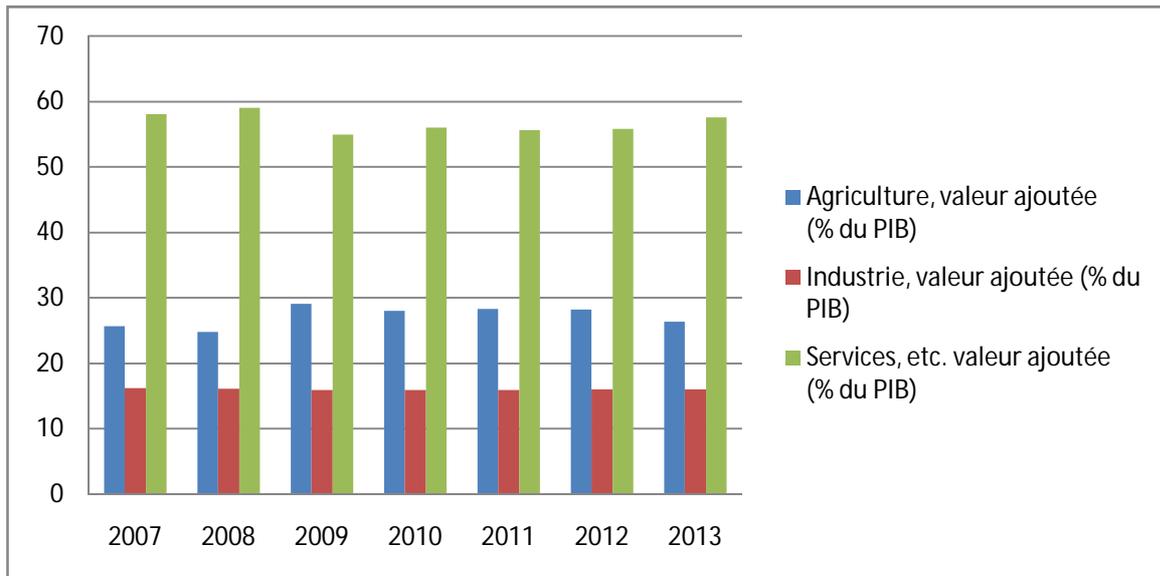
La répartition du PIB par secteur depuis 2007 montre que le secteur des services domine avec une contribution à plus de 50% du PIB. Les services prennent en compte la valeur ajoutée dans le commerce, les transports, le tourisme, les services gouvernementaux, les services financiers, l'éducation, les soins de santé etc...

⁴¹ www.wikipedia.org

⁴² La valeur ajoutée capte la production nette d'un secteur compte tenu de tous les outputs et de tous les inputs intermédiaires.

Le poids du secteur de l'agriculture dans le PIB ne dépasse pas les 30% du PIB. L'agriculture englobe la foresterie, la chasse, la pêche, les cultures et la production animale. Concernant le secteur de l'industrie, il a une part ne dépassant pas les 20% dans le PIB. Il englobe les travaux dans les mines, la construction, l'eau, l'électricité et le gaz. Ainsi, la production de richesses est donc fortement liée aux activités de services.

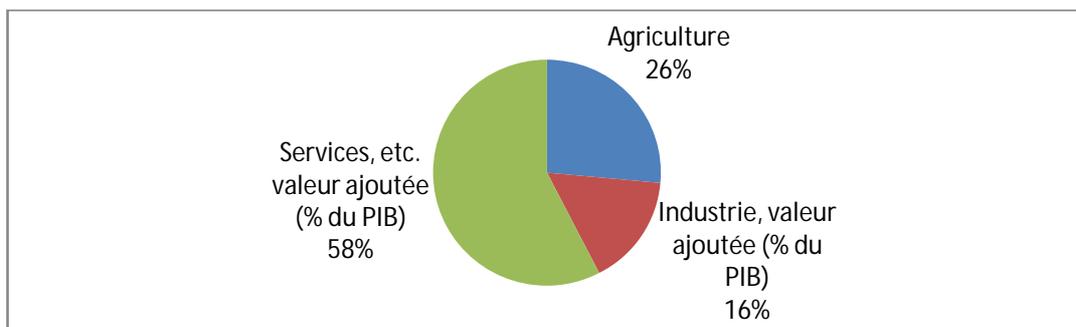
GRAPHIQUE 5 : Evolution de la répartition du PIB par secteur d'activité depuis 2007



Source : Banque Mondiale/Base des données WDI.

D'ailleurs, pour l'année 2013, la répartition du PIB par secteur montre que le secteur des services possède une part de 58%, le secteur agriculture participe à hauteur de 26% du PIB et le secteur de l'industrie détient 16%.

GRAPHIQUE 6 : Répartition du PIB par secteur pour l'année 2013



Source : Banque Mondiale/Base des données WDI.

2.2 Les emplois du PIB

Dans la structure du PIB, on constate que la part de la consommation finale (plus précisément la consommation finale des ménages) est largement supérieure à celle des investissements dans la période de l'étude.

Concernant les investissements, l'année 2008 est marquée par une hausse des investissements par rapport à l'année 2007, due notamment aux investissements du secteur public. La part des investissements présentée dans le graphique 7 englobe à la fois les investissements publics et privés. Il faut remarquer que l'augmentation des flux entrants d'Investissement Direct Etranger (IDE) depuis 2008 a contribué à la hausse des investissements privés mais aussi publics car l'Etat a augmenté ses dépenses en capital.

A partir de l'année 2009 les investissements enregistrent une tendance à la baisse, les causes ont été « l'interruption des projets de développement financés par les aides et les financements internationaux »⁴³. Cette tendance se poursuit dans les années qui vont suivre à cause du manque de financements extérieurs.

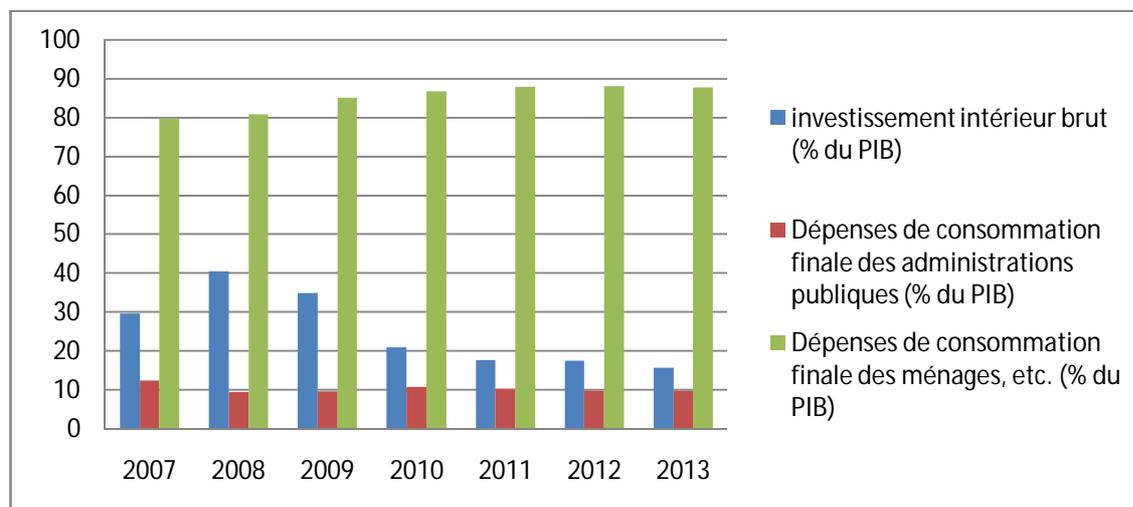
En 2013, l'investissement public s'améliore du fait de l'augmentation des dépenses en capital de l'Etat, par contre le total des investissements montre une évolution négative car dans le secteur privé la croissance a été négative, la confiance des investisseurs privés n'a pas encore été rétablie.

Les dépenses de consommation finale des ménages ou dépenses de consommation finale privées ont augmenté pendant les années 2008 et 2009 contrairement aux dépenses de consommation finale des administrations publiques. La consommation finale des ménages augmentent timidement jusqu'en 2012 à cause de la persistance de la crise, pour le secteur public la baisse de la consommation finale continue du fait de l'insuffisance des ressources financières intérieures et extérieures et des restrictions budgétaires de l'Etat.

En 2013 le taux de croissance de la consommation devient très faible et est tiré par l'augmentation de la consommation privée. On remarque que la consommation publique a enregistré une baisse. Il faut souligner que l'épargne a progressé entre les années 2012 et 2013, ceci en raison de la réduction de la consommation globale et des investissements.

⁴³ Banque Centrale de Madagascar, *Rapport Annuel 2009*.

GRAPHIQUE 7 : Evolution de la structure des consommations et des investissements depuis 2007



Source : Banque Mondiale/Base des données WDI.

2.3 Les Investissements Directs Etrangers

La littérature théorique souligne l'importance de l'investissement plus particulièrement les IDE pour la croissance économique. Pour Madagascar, le secteur privé participe énormément à la croissance. L'arrivée des IDE a fait beaucoup de bien à l'économie malgache.

La théorie économique stipule que les IDE représentent un facteur essentiel à la croissance économique notamment pour les pays en développement. Ils génèrent de nombreuses retombées macroéconomiques. Entre autres, les théoriciens affirment que les IDE augmentent la productivité et permettent une hausse des exportations et une amélioration des rémunérations des travailleurs notamment ceux qui travaillent dans la firme ou dans les entreprises d'IDE. Ainsi au niveau national, les IDE a un impact sur le revenu national. Par ailleurs, ils exercent un effet positif sur les investissements nationaux.

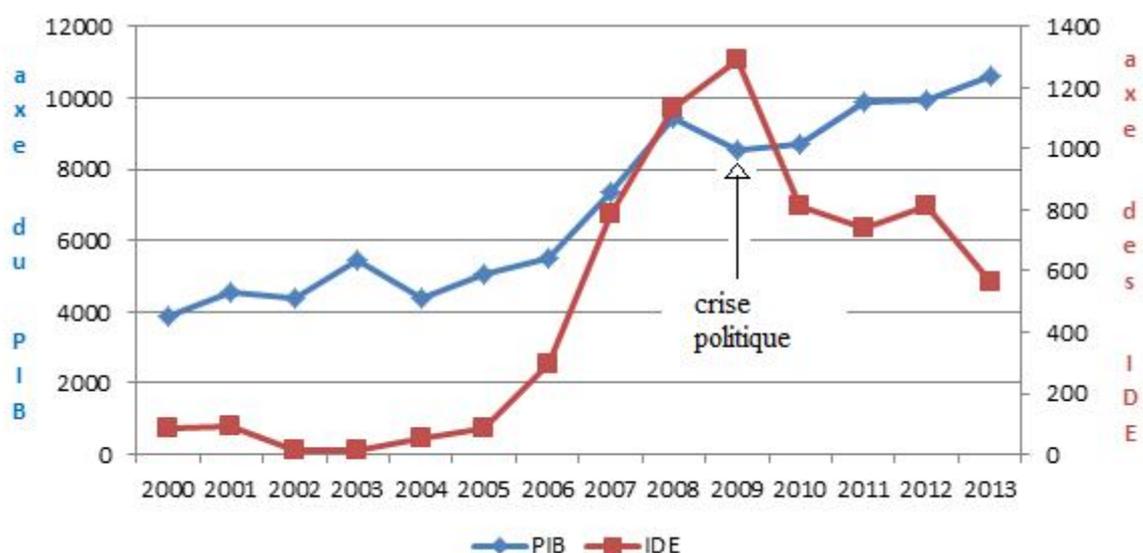
Madagascar vérifie cette théorie sur la contribution des IDE à la croissance économique. Analysons graphiquement la corrélation entre la croissance économique et les IDE. Le graphique 8 montre l'évolution du niveau du PIB et des IDE depuis l'année 2000.

Depuis les années 2000, plus précisément à partir de l'année 2002, Madagascar a engagé une politique de promotion des investissements plus particulièrement des IDE. Dans un premier temps les IDE étaient orientés vers l'établissement de zone France industrielle (ZFI) et ont contribué à l'affermissement du secteur de l'industrie légère d'exportation et à la création de nombreux emplois.

L'année 2003 est marquée par une hausse des IDE qui a eu un impact positif sur la croissance économique. L'effort d'investissement du gouvernement et l'entrée des IDE ont accéléré la croissance économique malgache.

Après 2006, les flux entrants d'IDE se sont tournés vers l'industrie extractive avec le début des grands projets miniers Qit Mineral Madagascar (QMM) et Sherritt Ambatovy. Ils ont permis une hausse de la production et des exportations de produits miniers. Par ailleurs, s'ajoutant aux divers effets d'entraînement tels l'amélioration des infrastructures et des réseaux de télécommunication, de nombreux emplois ont été créés dans leurs régions d'implantation. Tout cela s'est traduit par une hausse du revenu national.

GRAPHIQUE 8 : PIB et flux entrants d'IDE depuis 2000 (en millions de USD courants)



Source : graphique de l'auteur basé sur les données de la Banque Mondiale/Base des données WDI.

Le graphique 8 montre que les deux séries PIB et IDE forment un nuage de points uniformément allongé le long d'une droite. Ainsi si l'on se réfère à l'ouvrage de Ludovic Lebart, Alain Morineau et Marie Piron intitulé « Statistique exploratoire multidimensionnelle »⁴⁴, on peut affirmer qu'il existe une relation linéaire entre les deux variables PIB et IDE.

⁴⁴ LEBART Ludovic, MORINEAU Alain et PIRON Marie, *Statistique exploratoire multidimensionnelle*, Dunod, Paris, 1995.

La matrice de corrélation suivante confirme l'existence d'une relation linéaire positive entre le PIB et les IDE. Le coefficient de corrélation⁴⁵ entre le PIB et les IDE est de 0,8 (proche de 1), donc il existe une liaison entre ces deux variables.

TABLEAU 4 : Matrice de corrélation entre le PIB et les IDE

	PIB	IDE
PIB	1	0,8
IDE	0,8	1

Source : calculs de l'auteur basés sur les données de la Banque Mondiale/Base des données WDI.

Ainsi, les IDE constituent un facteur de la croissance économique à Madagascar car une forte entrée d'IDE peut avoir une influence positive sur le niveau du PIB et augmenter la croissance économique du pays. Le commerce extérieur est aussi un facteur de croissance, analysons alors l'influence du commerce extérieur plus précisément des exportations sur l'économie du pays.

2.4 Le commerce extérieur

Pour Madagascar, l'adoption de la stratégie de promotion des échanges commerciaux remonte vers le milieu des années 80 avec la libéralisation économique et l'ouverture extérieure. Quelques années plus tard, la Grande Ile a commencé à entretenir des échanges commerciaux avec l'Union Européenne, les Etats-Unis, l'Asie (notamment la Chine et le Japon). Le pays est membre des nombreux marchés régionaux comme la Commission de l'Océan Indien (COI), le Marché Commun de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique Australe (COMESA), et de la Communauté de Développement de l'Afrique Australe (SADC). Les échanges commerciaux du pays sont essentiellement tournés vers l'Union Européenne, la part des exportations malgaches dans ses partenaires commerciaux est relativement faible.

La théorie économique souligne que le commerce extérieur est un facteur de croissance du PIB. Madagascar vérifie cette théorie. Analysons l'évolution des exportations des biens et services de la Grande Ile depuis l'année 2000.

⁴⁵ Le coefficient de corrélation linéaire permet de mesurer la liaison entre deux variables.

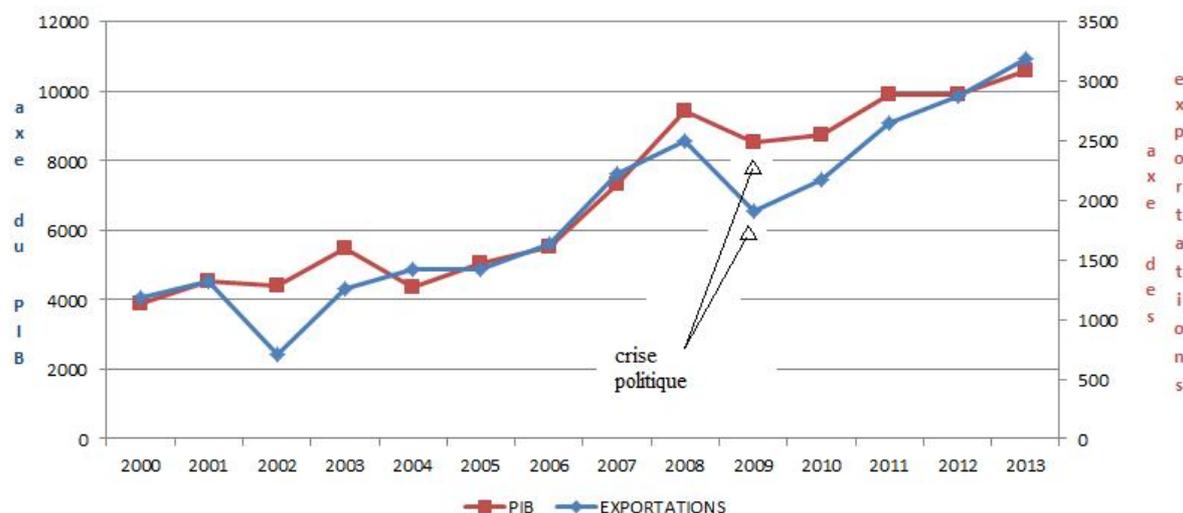
Ces dernières années, les échanges extérieurs ont connu un bond à Madagascar. L'année 2003 est marquée par une reprise des exportations de biens et services en liaison avec la reprise économique. La tendance à la hausse continue jusqu'en 2008.

En 2008, on constate une augmentation des exportations. La hausse des exportations de minerai de chrome et celles des zones franches a permis une augmentation de la valeur des exportations et a contribué à la hausse du PIB, Madagascar a atteint un taux de croissance record de 7,13%⁴⁶ en l'année 2008.

L'année 2009, celle de la crise politique, voit une baisse des exportations. L'activité économique a été ralentie en raison notamment de l'incertitude et du climat d'insécurité dans la Grande Ile.

En 2010, la valeur nominale des exportations augmente par rapport à celle de l'année 2009. Pour les années suivantes, elle continuera sur cette tendance en raison des bonnes performances dans les filières traditionnelles (girofle, café, sucre) et dans les zones franches. Les exportations de biens et services amorcent une légère reprise depuis 2010 et cela a été bénéfique pour la croissance économique.

GRAPHIQUE 9 : PIB et exportations de biens et services de 2000 à 2013 (en millions de USD courants)



Source : graphique de l'auteur basé sur les données de la Banque Mondiale/Base des données WDI.

⁴⁶ Source : Banque Mondiale/Base des données WDI.

On aperçoit sur le graphique 9 que les deux séries PIB et exportations de biens et services forment un nuage de point uniformément allongé le long d'une droite. On peut alors affirmer, en se référant comme précédemment à l'ouvrage « Statistique exploratoire multidimensionnelle », qu'il existe une relation linéaire entre le PIB et les exportations. La matrice de corrélation suivante confirme l'existence de cette relation.

TABLEAU 5 : Matrice de corrélation entre le PIB et les exportations

	PIB	exportations
PIB	1	0,9
exportations	0,9	1

Source : calculs de l'auteur basés sur les données de la Banque Mondiale/Base des données WDI.

Le coefficient de corrélation linéaire entre le PIB et les exportations de biens et services est de 0,9 (très proche). Il existe une forte corrélation positive entre ces deux variables. Une hausse des exportations permet donc d'améliorer la croissance économique à Madagascar.

Comme on l'a vu plus haut, le secteur tertiaire peut être considéré comme le moteur de la croissance du PIB malgache. D'après les statistiques, son poids demeure largement supérieur à ceux du secteur de l'industrie et du secteur de l'agriculture.

Dans les emplois du PIB, on note la prédominance de la consommation finale des ménages et que le secteur privé joue un rôle essentiel dans la formation du PIB. Toutefois, il faut aussi remarquer l'apport des investissements particulièrement les IDE qui ont contribué directement et indirectement à l'augmentation de la création de richesse dans le pays. Et enfin, pour Madagascar les exportations de biens et services constituent des facteurs de croissance. Même si le pays enregistre des soldes commerciaux déficitaires, les exportations ont toujours évolué et apporté une poussée essentielle à la croissance économique.

Après avoir exposé les facteurs qui expliquent la croissance économique malgache, on analysera dans le chapitre suivant les impacts socio-économiques de la crise politique de 2009.

CHAPITRE IV : LES IMPACTS DE LA CRISE POLITIQUE DE 2009

SUR LA CROISSANCE ECONOMIQUE MALGACHE

Dans cette partie, l'analyse des impacts de la crise politique portera premièrement sur la pauvreté et deuxièmement sur les variables de la croissance économique. Plus précisément, on analysera les conséquences de la crise sur la pauvreté, sur la santé et sur l'éducation. Dans la deuxième section, on s'intéressera aux IDE, au commerce extérieur ou plus précisément aux exportations, à l'inflation, à l'emploi et au tourisme.

Section 1 : La crise politique et l'aggravation de la pauvreté

1.1 La pauvreté

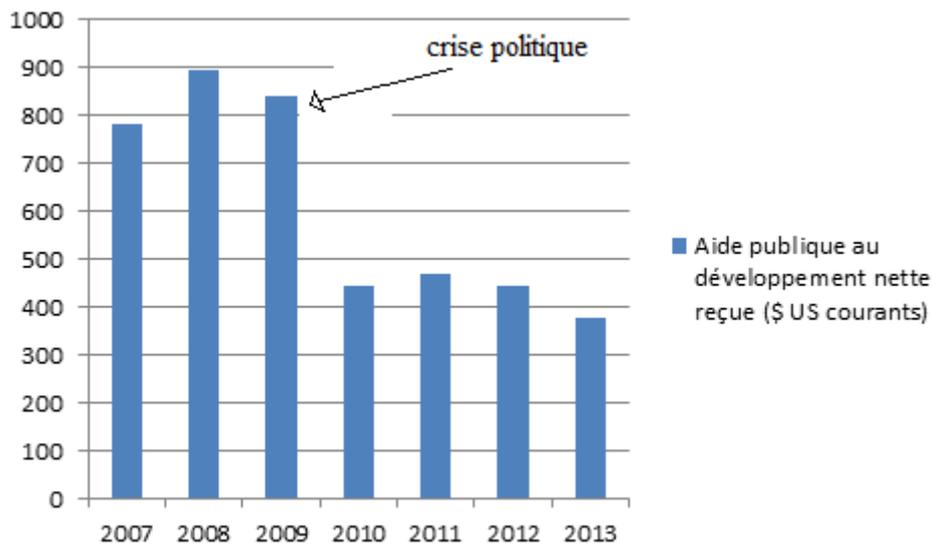
La crise politique de 2009 a aggravé la pauvreté. Alors que le document stratégique Madagascar Action Plan (MAP) envisageait une réduction du taux de pauvreté de 85% en 2003 à 50% en 2012, la situation actuelle s'est gravement dégradée avec un taux de pauvreté de la population totale estimé à 92%⁴⁷.

Les causes de cette aggravation de la pauvreté sont de deux ordres. D'un côté, la faiblesse de la croissance économique n'arrive pas à satisfaire les besoins de la population en forte hausse car le taux de croissance du PIB est inférieur au taux de croissance démographique, de l'autre l'aide extérieure reste suspendue, Madagascar a subi des sanctions financières. Il est nécessaire de rappeler qu'avant 2009, l'aide tenait une part assez importante dans le budget de l'Etat et finançait la majorité des programmes d'investissements publics dans les infrastructures. Ainsi Madagascar est qualifié comme un des pays les plus sous-aidés de la planète en termes d'Aide Publique au Développement (APD).

Le graphique ci-dessous montre l'évolution de l'APD reçue par Madagascar depuis 2007 et fait constater que, sous l'impact de la crise politique de 2009, le volume d'APD a baissé pour l'année 2010 et pour les années suivantes et n'est plus remonté à son niveau de 2008.

⁴⁷ Source : Banque Mondiale, *Madagascar : Pour un dialogue sur les enjeux de développement*, Juin 2013.

GRAPHIQUE 10 : Evolution de l'APD nette reçue depuis 2007 (en millions de USD courants)



Source : graphique de l'auteur basé sur les données de la Banque Mondiale/Base des données WDI.

Dans le domaine de l'accès à la source d'eau améliorée, malgré l'augmentation rapide de la population, le gouvernement n'a pas porté un intérêt particulier à l'amélioration de l'accès à la source d'eau améliorée du fait de l'insuffisance des ressources financières. Or l'accès à la source d'eau amélioré peut influencer sur la santé de la population et donc sur le niveau de vie. En effet, l'eau est consommée par toutes les personnes y compris les petits enfants et assure les pratiques hygiéniques et une mauvaise qualité de l'eau peut provoquer des maladies.

Ainsi en limitant les perspectives dans la domaine de l'accès à l'eau améliorée, la crise a, dans une certaine mesure, défavoriser l'accumulation du capital humain et par la même occasion asphyxie la croissance économique à long terme.

1.2 Les impacts de la crise politique sur la santé

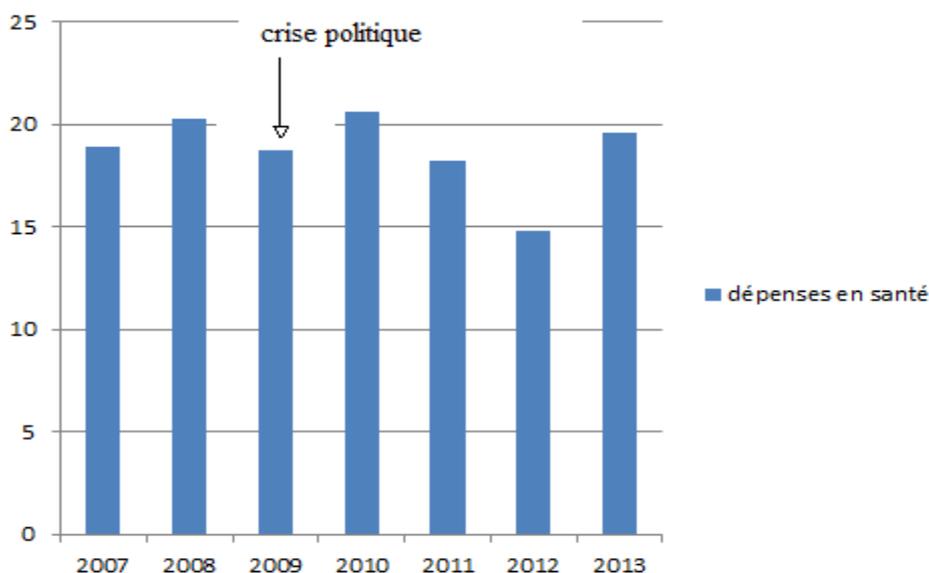
La pauvreté a augmenté avec la crise, les pertes et les baisses de revenus des ménages ont eu des conséquences sur leur accès aux soins. Le recours aux soins publics a augmenté car les soins privés ne sont plus à la portée de la majorité des malgaches. La hausse des prix des médicaments et la fermeture des centres de santé à cause des restrictions budgétaires ont aussi affecté négativement l'accès de la population aux soins.

Par ailleurs, depuis la crise politique de 2009, le domaine de la santé ne constitue pas une priorité tant pour le secteur public que pour le secteur privé. Pour l'Etat, les dépenses en santé constituent aussi des investissements dans le capital humain et peuvent influencer la croissance économique de longue période. Plus particulièrement la part des dépenses allouée aux centres de santé a accusé une chute de 30%⁴⁸ depuis la crise. Les conséquences se reflètent sur la confiance de la population envers les services de santé, les problèmes de sous-nutrition notamment dans les milieux ruraux, la dégradation du niveau de vie de la population et les risques de morbidité et la hausse des décès maternels.

Ensuite, la baisse des dépenses est, dans une certaine mesure, à l'origine de la résurgence des maladies comme la peste, la rage et la poliomyélite, qui autrefois, ont été maîtrisées et/ou éradiquées. Ainsi la faiblesse des dépenses en santé menace la qualité de la population et la croissance démographique à long terme.

Par ailleurs, on pourrait tomber dans le problème de « fausse économie » parce qu'en négligeant le secteur de la santé celui-ci peut se dégrader fortement et plus tard l'Etat doit dépenser d'énormes ressources pour le restaurer. L'évolution des dépenses en santé depuis 2007 est présentée dans le graphique 12.

GRAPHIQUE 11 : Evolution des dépenses en santé par tête depuis 2007 (en USD)



Source : graphique de l'auteur basé sur les données de la Banque Mondiale/Base des données WDI.

⁴⁸ Source : Banque Mondiale/Base des données WDI.

Les dépenses en santé affichent une baisse en 2009 en raison de la baisse du pouvoir d'achat des ménages et du blocage des aides extérieures. Elles diminuent encore en 2012, toutefois en 2013, son niveau augmente et atteint celui de 2008 grâce notamment au retour des aides extérieures dans le domaine de la santé.

1.3 L'éducation

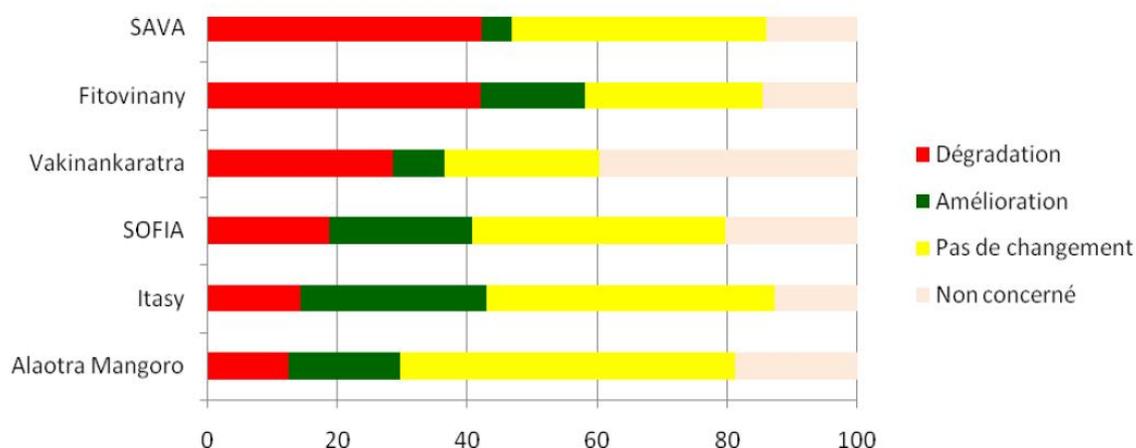
Dans cette sous-section, notre attention se limitera à l'analyse des impacts de la crise politique sur l'éducation primaire. Assurer l'éducation primaire pour tous fait partie des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) et constitue une étape essentielle dans la lutte contre la pauvreté et le rattrapage économique. Durant ces dernières années, Madagascar a réalisé des progrès dans le domaine de l'éducation primaire et a affiché des bons résultats vers 2008. Pourtant, depuis la crise politique de 2009, cette branche commence à rencontrer des difficultés.

Premièrement, dans le très court terme, une étude menée par le Réseau des Observatoires Ruraux (ROR) Madagascar montre que la crise politique a affecté le secteur de l'éducation comme le montre le graphique 12. L'étude souligne que la perception des impacts sur la scolarité diffère selon les régions enquêtées pour le premier semestre de 2009. Les régions de SAVA et de Fitovinany ont vu augmenter l'absentéisme des élèves pendant le premier semestre de 2009. Les suspensions des cours à cause de l'insécurité et des troubles dans les régions ont aussi engendré des dégradations sur la scolarité. Toutefois, on remarque que dans quelques régions où les agitations et les troubles ont été moins intenses, une amélioration de la scolarité a été observée sur la même période.

Ensuite, dans une optique de moyen et de long terme, les conséquences de la crise se reflètent sur la qualité des enseignements proposés et le niveau des élèves. En effet, à cause des difficultés financières de l'Etat les subventions des enseignants communautaires (ou enseignants FRAM) ont été diminuées, cela a eu un impact négatif sur la motivation de ces enseignants et sur la qualité des enseignements mais également sur le niveau d'éducation. Les dépenses publiques en matière d'éducation ont été diminuées d'environ 176 milliards d'Ar⁴⁹. S'ajoutant à cela, le manque d'infrastructures démotive les parents à envoyer leurs enfants dans les Ecoles Primaires Publiques (EPP).

⁴⁹ Source : Banque Mondiale, *La Banque Mondiale en action à Madagascar*, 2013

GRAPHIQUE 12 : Perception des ménages sur les impacts de la crise sur la scolarité au cours du premier semestre de 2009 (en pourcentage des ménages)



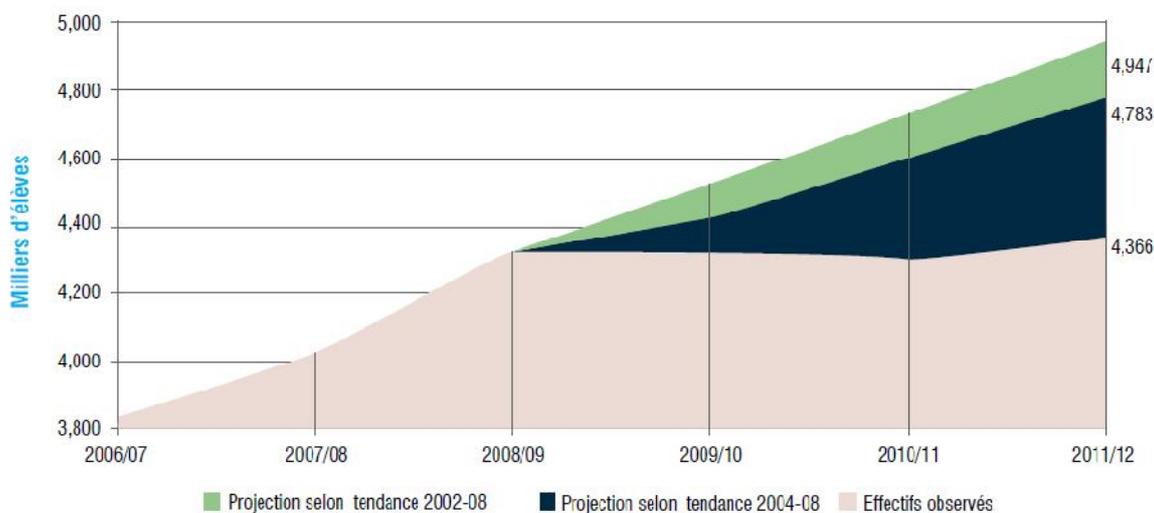
Source : ROR, *Impacts socio-économiques de la crise politique du premier semestre 2009 en milieu rural*, Septembre 2009, p15.

Par ailleurs, les effectifs des élèves du primaire ont stagné comme le montre le graphique 13, la Banque Mondiale a souligné que « 400 000 et 600 000 enfants supplémentaires auraient pu être scolarisés si la croissance des effectifs était au même rythme que les tendances dans le passé »⁵⁰. L'abandon scolaire a connu une hausse du fait de l'importance des coûts liés à l'éducation et du blocage des subventions venant de l'Etat.

Ainsi, ce sont les raisons financières qui ont été les principales causes de l'abandon scolaire et de la non-scolarisation depuis la crise politique. Les plus pauvres vivaient dans des conditions très difficiles en raison des effets de la crise politique, du coup ils se souciaient plus de la vie quotidienne en sacrifiant l'éducation de leurs enfants. Ces derniers ont quitté l'école pour aller travailler.

⁵⁰ Banque Mondiale, *La Banque Mondiale en action à Madagascar*, 2013.

GRAPHIQUE 13 : Evolution de l'effectif des élèves de l'éducation primaire depuis 2007 et projections



Source : Banque Mondiale, *Madagascar : Pour un dialogue sur les enjeux de développement*, juin 2013.

Tout cela a concouru à la baisse du taux d'alphabétisation et à l'aggravation de la pauvreté. Dans un horizon lointain, le pays aura des difficultés dans la réintégration de ces enfants dans le système scolaire et dans leur intégration dans le monde du travail menaçant la croissance économique de longue période.

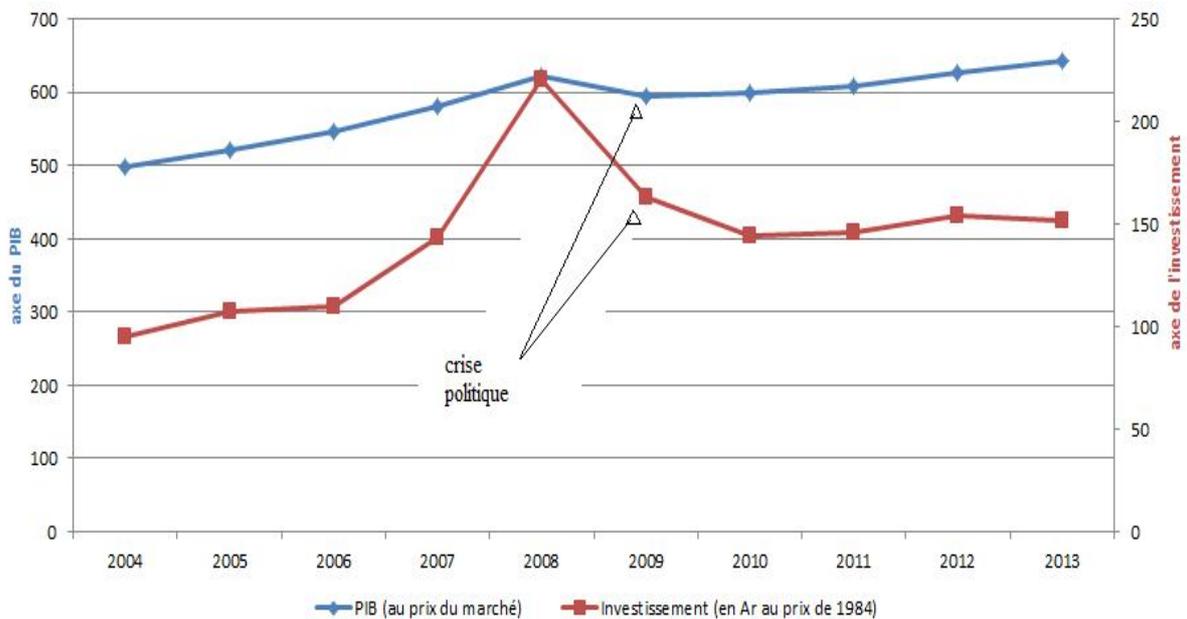
Section 2: La crise politique et la croissance économique

2.1 Les IDE

La crise politique de 2009 a eu des impacts sur le court et le long terme. Sur le très court terme, l'année 2009 elle-même, la crise a eu un impact négatif majeur sur les investissements dans le pays. La forte baisse du PIB de l'année 2009 s'explique essentiellement par la baisse des investissements. Le volume de l'investissement public a accusé une chute brusque en raison de l'interruption des projets de développement financés par les aides et les financements extérieurs. On rappelle ici que les aides internationales contribuent fortement au financement du budget de l'Etat Malgache.

Le graphique 14 montre que la chute des investissements induit une forte baisse du niveau du PIB pour l'année 2009. Dans les années suivantes, la sanction des Organismes internationaux contre Madagascar est maintenue et les financements extérieurs ont été réduits, cela explique en partie la faiblesse de l'investissement et la timide reprise de l'économie.

GRAPHIQUE 14 : PIB (en milliard d'Ar au prix de marché) et investissement (en milliard d'Ar au prix de 1984) entre 2004 et 2013



Source : graphique de l'auteur basé sur les données de l'INSTAT (2013).

Les IDE constituent l'essentiel des investissements privés dans le pays. Après 2006, Madagascar a accordé une place importante aux IDE comme promoteurs de la croissance économique. Ils ont contribué à l'amélioration de la situation économique et sociale dans le pays. Toutefois, depuis la crise politique, le climat de l'investissement s'est aggravement détérioré et on constate que les investisseurs étrangers expriment une réticence à venir sur le territoire malgache.

Le climat des investissements constitue un ensemble très vaste englobant l'environnement politique, économique et institutionnel, mais également la situation présente et future dans le pays d'accueil. Cet environnement détermine la rentabilité et les risques associées aux capitaux étrangers. Si la stabilité politique est primordiale, les infrastructures, les institutions, le capital humain n'en sont pas moins. Ces derniers, considérés comme étant les conditions préalables exigées par les investisseurs étrangers, permettent de maximiser les avantages apportés par les IDE dans l'économie.

A cause la crise politique de 2009, le flux entrant d'IDE dans le pays a fortement diminué en 2010 comme le montre le graphique 15.

Il faut souligner que l'impact de cette crise sur les IDE n'a pas été observé sur la même année mais il se répercute sur les flux entrants des années suivantes. En effet, le graphique 15 montre que les flux entrants d'IDE ne diminuent que vers l'année 2010.

Pour Madagascar, les IDE favorisent particulièrement la hausse de la production et des exportations des produits miniers et des entreprises franches. Mais également, ils créent de nombreux emplois directs et indirects pour la population. Dans un contexte d'instabilité politique et macroéconomique, les investisseurs étrangers ont vigoureusement diminué leurs activités et d'autres ont même préféré se tourner vers des pays plus attractifs.

En plus, les contraintes telles le coût important de l'énergie, l'insécurité foncière, la corruption, les dysfonctionnements de la justice et les problèmes des infrastructures n'ont fait qu'empirer la situation⁵¹. Tout cela a été néfaste notamment pour la production et l'exportation des produits miniers et la croissance économique pendant les années de post-crise a été moindre.

En outre, il faut remarquer que Madagascar est classé par 142^e sur 185 dans le classement 2013 en termes de Doing Business⁵². L'indice Doing Business indique la facilité de pratiquer des affaires dans un pays. Les composantes de cet indice sont la création d'entreprise, l'octroi de permis de construire, le raccordement à l'électricité, le transfert de propriété, l'obtention de prêt, la protection des investisseurs, le paiement des impôts et le commerce transfrontalier. Si l'on se réfère à ce classement, pour la Grande Ile l'environnement des affaires n'est pas encore favorable pour les investisseurs étrangers et les opérations commerciales.

La crise politique a donc des effets sur le long terme. Ainsi, la création d'entreprises sera limitée et les avantages tirés de la venue des investisseurs étrangers notamment la création d'emploi, la hausse de revenu pour quelques salariés, les externalités positives comme le « learning » ne peuvent pas être exploités. Du coup Madagascar n'aura pas la chance de miser sur ces investisseurs étrangers pour booster sa croissance économique à moyen et long terme.

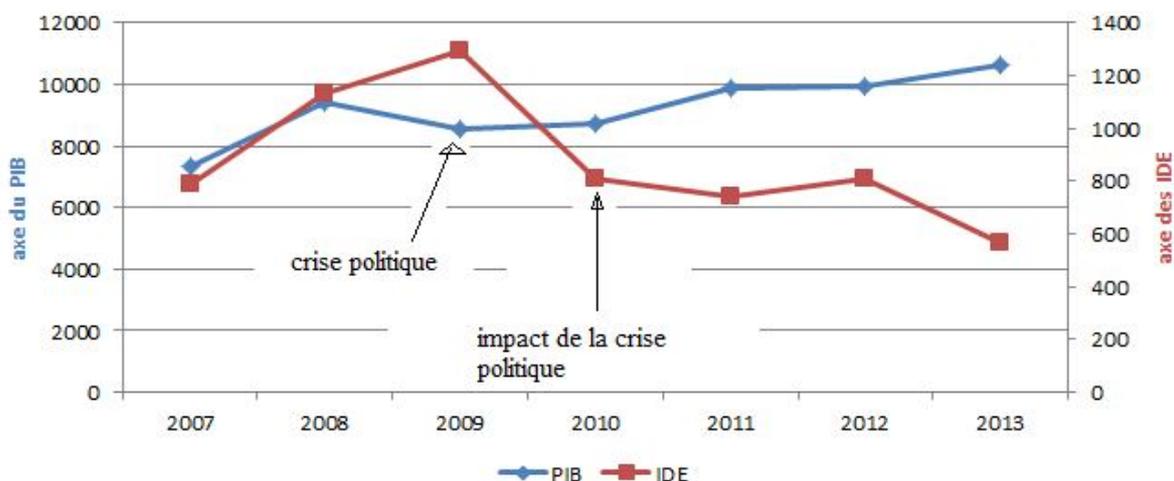
Par ailleurs, la diminution des flux entrants d'IDE a engendré un manque à gagner considérable en termes de création d'emplois et en terme de lutte contre la pauvreté.

⁵¹ INSTAT et BCM, Divers enquête sur les IDE/ IP ,2000-2011.

⁵² Banque Mondiale, *Madagascar : pour un dialogue sur les enjeux du développement*, Juin 2013.

La crise politique, détruisant beaucoup d'emplois, et les manques à gagner perdus par la baisse des IDE ont engendré la détérioration des conditions de vie de la majorité des malgaches et la lutte contre la pauvreté a reculé.

GRAPHIQUE 15 : PIB et Flux entrants d'IDE depuis 2007 (en millions de USD courants)



Source : graphique de l'auteur basé sur les données de la Banque Mondiale/Base des données WDI.

2.2 Les exportations

Pour Madagascar, les produits d'exportations sont principalement composés de produits agricoles: les crevettes, le café, la vanille, les clous de girofles, le cacao, etc... Les entreprises franches ont une part considérable dans les exportations notamment avec le textile et depuis quelques années, le pays a commencé à exporter des produits miniers. La crise politique a engendré un ralentissement de l'activité économique et les effets continuent de persister même au cours des années de post-crise.

Entre 2007 et 2008, les exportations malgaches ont augmenté et cela a été bénéfique pour la croissance économique. L'année 2008 est marquée par l'augmentation du volume des exportations et des prix des produits miniers et de la valeur nominale des exportations des entreprises de la Zone Franche.

En 2009, la crise politique a causé une chute des exportations des biens et services. Les Entreprises Franches ont fortement baissé leur production Cette baisse des exportations a été préjudiciable à la croissance économique car les exportations constituent un facteur de croissance. Il est important de souligner que la diminution des exportations provient moins de la crise financière de 2008 mais plus de la crise politique interne.

La valeur nominale des exportations a augmenté pour l'année 2010 sans toutefois dépasser celle de 2008. Le volume des exportations des entreprises de la Zone Franche a diminué à cause de la contraction de la demande mondiale et de la suspension de l'accès de Madagascar à l' American Growth and Opportunity Act (AGOA). Cette dernière a bloqué les exportations textiles des entreprises franches vers le marché américain. Il s'en suit des ruptures des commandes et une baisse sensible des activités dans les entreprises franches. Les chiffres enregistrés ont été de 54 623,5 tonnes en 2008 diminués à 42 512,1 tonnes en 2009 pour seulement atteindre les 37 513,2 tonnes en 2010⁵³. Un manque à gagner considérable est donc perdu.

Par ailleurs, les exportations de crevettes ont régressé, celle-ci est essentiellement due à la baisse de la production pendant et après la crise. Ainsi, la crise politique a occasionné une diminution des exportations la baisse des revenus a engendré une faiblesse de la croissance économique pour l'année 2010.

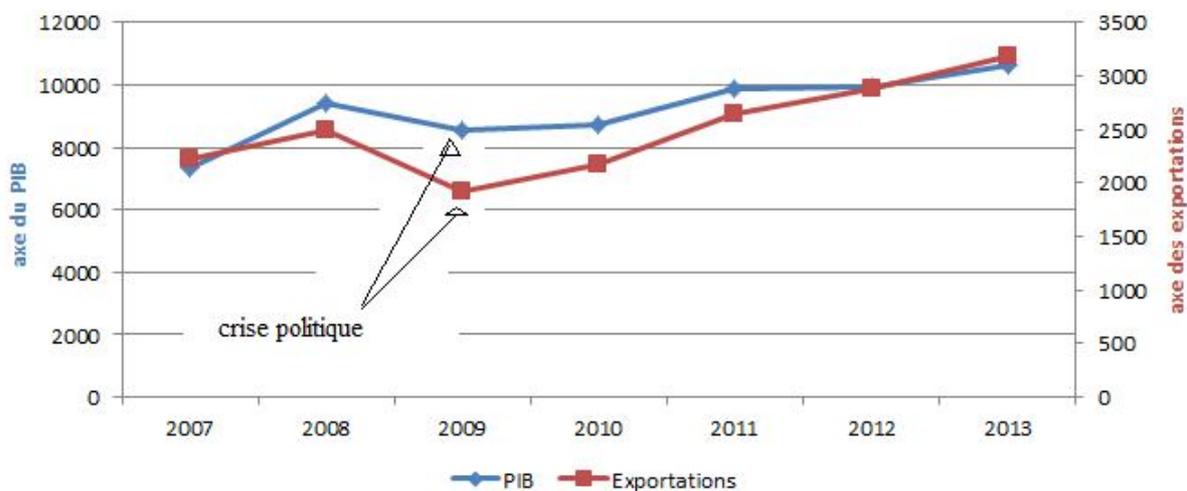
En bref, la crise politique a provoqué, dans le court terme, un recul des exportations en raison du ralentissement des activités, de l'incertitude qui a perturbé la production et l'investissement des agents économiques.

S'attachant des années 2012 et 2013, la tendance à la hausse des exportations nominales continue avec la contribution des produits traditionnels d'exportations. Ainsi la production de crevettes et de girofles a augmenté, témoignant de la reprise de l'activité économique, cela a eu un impact sur les valeurs des exportations sachant que les cours sur le marché mondial ont aussi été favorables. Les entreprises franches, malgré la suspension de Madagascar de l'AGOA, constituent un important contributeur dans l'ensemble des exportations.

Ainsi, la crise politique a fait reculer les exportations dans les années 2009 et 2010, la situation s'améliore à partir de 2011, mais la reprise de l'économie est encore timide.

⁵³ Banque Mondiale, *Madagascar : pour un dialogue sur les enjeux du développement*, Juin 2013.

GRAPHIQUE 16 : Les exportations de biens et services et PIB depuis 2007 (en millions de USD courants)



Source : graphique de l’auteur basé sur les données de la Banque Mondiale/Base des données WDI.

2.3 L’inflation

L’inflation désigne une hausse auto-entretenue du niveau général des prix. Après la crise politique, la situation économique est devenue très critique, on rappelle que le taux de croissance du PIB enregistré pour l’année 2009 a été négatif (-4,01%)⁵⁴. Les plus touchés par la crise ont été le secteur secondaire et les activités de service.

Dans le très court terme, selon la Banque Centrale de Madagascar, l’inflation a été plus ou moins maîtrisée entre 2008 et 2009. Si l’indice des prix à la consommation⁵⁵ pour l’année 2009 enregistre un taux supérieur comparativement de celui 2008 dans les quatre premiers mois de l’année, on constate qu’il a descendu à un taux inférieur à celui de 2008 vers les mois d’Août et de Septembre pour atteindre les 8% vers le mois de Décembre comme le montre le tableau 6.

La crise politique a, en partie, ralenti l’inflation pour l’année de 2009. En effet, les revenus des agents économiques ont accusé une forte baisse, au lieu de consommer les ménages ont préféré épargner une partie de leur revenu, du coup la demande a été limitée. À côté, l’expansion des agrégats monétaires a été bien gérée par les autorités monétaires.

⁵⁴ Source : Banque Mondiale/Base des données WDI.

⁵⁵ Les composantes de l’indice des prix à la consommation sont les prix du riz, de l’énergie, des produits alimentaires et des autres produits.

La crise ayant affectée plus la demande que l'offre et relativement épargné le secteur de l'agriculture, l'abondance du riz sur le marché a contribué à stabiliser l'inflation au cours de l'année. Il faut noter que, dans un contexte de redressement de l'économie mondiale, le cours du pétrole a continué d'augmenter. Toutefois cette augmentation a été plus ou moins compensée par la baisse des prix du riz pour Madagascar.

TABLEAU 6 : Evolution du taux d'inflation pour 2008, 2009 et 2010

Période	2008	2009	2010
Janvier	8,7	9,7	8,5
Février	7,2	10,3	7,7
Mars	6,9	10,2	7,9
Avril	6,9	10,4	8,5
Mai	7,9	9,9	9,1
Juin	9,1	9,3	10,0
Juillet	10,4	8,2	10,3
Août	11,2	7,6	10,2
Septembre	10,8	7,9	9,5
Octobre	10,8	7,7	9,4
Novembre	10,0	8,4	9,5
Décembre	10,1	8,0	10,2

Source : BCM, *Rapport annuel 2010*.

Les effets de la crise continuent à affaiblir l'économie au cours des années suivantes. Il y a lieu alors d'analyser l'inflation pour les années 2011, 2012 et 2013. Le tableau 7 présente la variation annuelle du taux d'inflation pour ces périodes.

Pour l'année 2011, la baisse des prix des produits locaux combinée à la faiblesse de la consommation des ménages a été le facteur explicatif du maintien du taux d'inflation. Toutefois, l'équilibre entre l'offre et la demande sur le marché a permis d'assurer la stabilité de l'indice des prix à la consommation

Concernant l'année 2012, les causes de cette baisse du taux d'inflation sont la croissance de l'offre des produits agricoles notamment dû à un climat favorable pendant la saison d'exploitation, à une bonne récolte et à l'importation de riz et la faiblesse de la demande.

L'effritement de la demande est causé par la faiblesse des revenus, la baisse du pouvoir d'achat des ménages et les pertes d'emplois.

Par ailleurs, à côté de la baisse des prix des produits locaux et essentiellement les produits alimentaires, les prix des produits de première nécessité (PPN) et des produits importés ont aussi enregistré un recul par rapport ceux de l'année précédente. La combinaison de ces facteurs explique ainsi la chute de l'inflation pour l'année 2012.

TABLEAU 7 : Evolution du taux d'inflation pour 2011, 2012 et 2013

Période	2011	2012	2013
Janvier	11,1	5,4	5,8
Février	12	4,1	5,6
Mars	11,2	4,9	5,4
Avril	10,5	5,9	5,0
Mai	10,1	6,5	5,2
Juin	9,6	6,6	5,5
Juillet	9,3	6,2	6,0
Août	8,7	6,3	6,1
Septembre	8,4	6,1	6,3
Octobre	7,9	6,0	6,4
Novembre	7,3	5,9	6,4
Décembre	6,9	5,8	6,3
Moyenne annuelle	9,4	5,8	5,8

Source : BCM, *Rapport annuel 2013*.

Bref, l'inflation a été maîtrisée dans la période de crise et après la crise. La crise politique occasionnant une incertitude, des pertes d'emploi et une diminution des revenus a limité le niveau de la consommation privée et l'offre a été suffisante grâce à la bonne performance dans l'agriculture et aux mesures prises par les autorités pour stabiliser les prix à la pompe. Cela s'est traduit par un équilibre au niveau des demande et offre de monnaie et par une faiblesse de l'inflation.

2.4 L'emploi

La crise politique de 2009 s'est transformée en crise économique et sociale et a eu des impacts négatifs sur le marché du travail. Le marché du travail à Madagascar est caractérisé un faible taux de chômage, des travailleurs jeunes, une offre de travail peu qualifiée avec la prédominance de l'emploi agricole à environ 75,3%⁵⁶ en 2012. On constate aussi une proportion élevée de travailleurs dans le secteur informel.

La crise politique a engendré des sanctions économiques et financières pour le pays. En outre, elle a détruit des emplois dans le secteur privé formel et informel, dans le secteur public et a dégradé la qualité de l'emploi. Les milieux tant urbains que ruraux n'ont pas été épargnés. Suite à la perte de l'accès à l'AGOA et à la fermeture de nombreuses entreprises, les employeurs ont été forcés de licencier et d'envoyer des travailleurs en chômage technique ou conjoncturel. L'activité économique a ralenti à cause de l'insécurité et de l'instabilité politique.

Dans le secteur privé, ceux qui n'ont pas été licenciés ont vu leur salaire et leur temps de travail diminuer. La branche d'activité industrielle et celle des services ont été les plus touchées par les suppressions d'emploi. Dans les entreprises franches, le nombre d'entreprises opérationnelles a fortement diminué. Dans ce contexte d'instabilité et d'insécurité caractérisant la période de post-crise, les entreprises franches ont fermé leurs usines, certains ont préféré mettre en veilleuse quelques unités de production et d'autres ont décidé de pas réalisé les investissements projetés.

Les emplois dans le secteur informel ont explosé, les travailleurs s'y exercent dans des conditions très précaires. Un nombre important de ceux qui ont perdu leur emploi durant la crise politique s'est converti dans le commerce plus ou moins informel. Dans le secteur public, on a constaté une baisse de la qualité d'emploi, des destructions des emplois de courte durée (ECD) et des emplois dans les projets de développement ainsi qu'au désengagement de l'Etat vis-à-vis des enseignants communautaires ou enseignant FRAM.

Les pertes de travail et de revenu ont été néfastes pour l'économie. Le secteur privé indispensable à la croissance a été forcé de réduire sa consommation et la demande intérieure s'est fléchie, surtout durant les années suivant la crise.

⁵⁶ Source : Banque Mondiale/Base des données WDI

Pour certains, les problèmes sont plus graves, si avant la crise il était question de consommer, après la crise la question est devenu celle de la survie.

Dans les milieux ruraux, la crise politique a causé la baisse des revenus des travailleurs en raison des pertes de débouchés. Cela a, d'une certaine manière, bloqué la population rurale dans la situation de pauvreté.

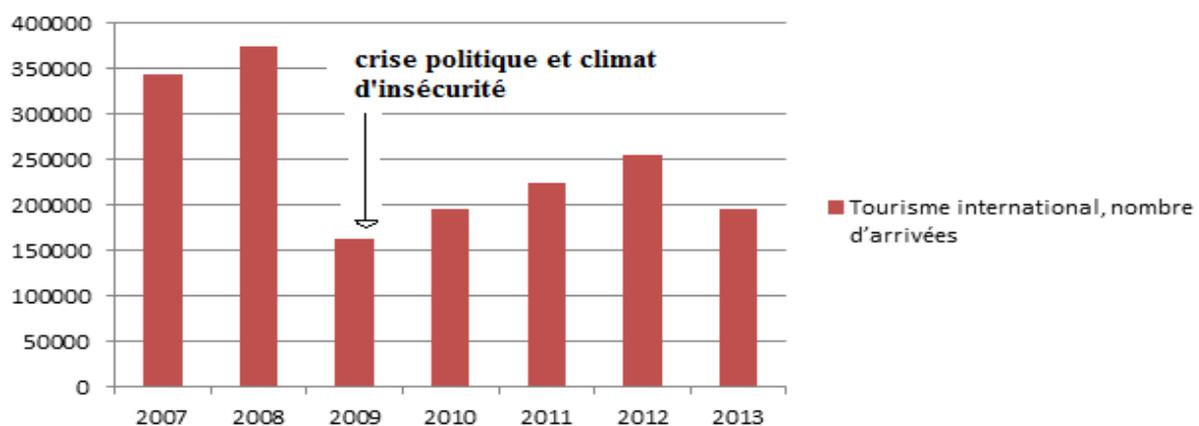
Ainsi, la crise politique a occasionné des suppressions d'emplois et une dégradation de la demande intérieure. Cela a diminué le revenu national, amputé la prospérité du secteur privé moteur de la croissance économique et a aggravé le problème de la pauvreté. Il faut aussi noter que la fermeture des entreprises notamment les Sociétés Anonymes a constitué une perte considérable pour l'Etat. Les Sociétés Anonymes, en plus de participer à la création de valeurs ajoutées, sont des importantes sources de recettes fiscales nécessaires à l'économie.

2.5 Le tourisme

Le tourisme fait partie des activités du secteur tertiaire, il occupe une place importante dans l'économie malgache car il figure parmi les principaux acteurs dans la formation du PIB dans le secteur tertiaire.

En 2009, on constate que le nombre d'arrivée des touristes a fortement baissé (graphique 17) et les activités touristiques ont été fortement réduites depuis la crise politique en raison de l'insécurité quasi généralisée dans tout le pays. Le nombre d'arrivée des touristes augmente timidement à partir de l'année 2010 et n'arrive pas à rattraper son niveau de 2008, en 2013 son niveau a baissé par rapport à celui de 2012.

GRAPHIQUE 17 : Evolution du nombre d'arrivée de touristes entre 2007 et 2013



Source : graphique de l'auteur basé sur les données de la Banque Mondiale/Base des données WDI.

Dans le court terme, la baisse des activités touristiques a eu un impact négatif sur la croissance économique. D'une part, l'arrivée des visiteurs non-résidents favorise l'entrée de devises pour le pays et cette baisse des activités touristiques a engendré une diminution des rentrées de devises dans le pays. Selon l'INSTAT, en 2009, l'entrée de devise est estimée seulement à 352,7 contre 858 milliards d'Ar en 2008⁵⁷. D'autre part, les activités dans les établissements hôtelières et les agences de voyage ont aussi accusé une baisse du fait que les étrangers constituent la majorité des clients des Hôtels et agences de voyage. Les grands Hôtels et les restaurants ont diminué leur commande et approvisionnement en produits agricoles (riz, légumes, café,..) au sein des agriculteurs. Ces derniers ont alors constaté des pertes de débouchés et ont été contraint de diminuer leur production.

Tout cela a occasionné une baisse des revenus des personnes travaillant dans le secteur tourisme, ces dernières ont donc diminué leur demande et leur consommation contribuant ainsi au ralentissement de la croissance économique.

Par ailleurs, les touristes sont admirés par les commerçants de produits artisanaux. Ces derniers soulignent que les produits artisanaux coûtent chers pour les malgaches et donc que les étrangers sont leurs clients potentiels. Donc ces commerçants ont fait face à une réduction de leur vente et de leur revenu.

Ainsi, la crise politique de 2009, en instaurant un climat d'insécurité qui a engendré une baisse des activités et une baisse des revenus des personnes travaillant dans le secteur tourisme, a ralenti la croissance économique.

En bref, après la crise politique de 2009, l'activité économique a été au ralentie et les effets de la crise continuent de se faire sentir pendant la période de post-crise. Elle a engendré des pertes d'emploi et de revenus, des baisses de revenus, une baisse de la production et des exportations et un manque à gagner considérable. S'ajoutant à cela, le pays est sanctionné par les Organismes internationaux lui privant ainsi de financements et d'aides importants pour la croissance économique et la réduction de la pauvreté. Dans ce climat d'instabilité politique, les entreprises ont été pessimistes et contraintes à réduire la production, le secteur touristique est lui aussi touché car les touristes craignent la sécurité dans le pays.

Par ailleurs, Madagascar a été suspendu du marché de l'AGOA et les investisseurs étrangers ont aussi bloqué les investissements.

⁵⁷ Source : INSTAT, *Situation économique au 1 er Janvier 2010*.

Tous ces facteurs ont provoqué un recul de la croissance économique, la consommation et le revenu national connaissent chacun des baisses importantes, mais également la pauvreté a progressé dans le pays en raison notamment du manque de financements et de l'effritement des dépenses publiques dans les domaines les plus importants (santé, éducation). Ainsi, la crise politique de 2009 a fortement affecté la situation économique et sociale de Madagascar.

CONCLUSION

L'analyse de la croissance économique a suscité un regain d'intérêt à la suite des crises financière et économique et des récessions rencontrées par la plupart des économies de la planète durant la fin de la première décennie de ce nouveau siècle. Le thème de croissance économique n'est pas nouveau car il a déjà été présent dans les travaux des auteurs classiques. Les économistes partagent l'idée que les principaux facteurs de la croissance du PIB sont le travail, le capital, l'investissement et le progrès technique. Ces facteurs intéressent surtout la croissance économique potentielle. Ils sont appuyés par des structures économiques mais également non économiques pour permettre de réaliser la croissance effective. Ce sont la demande, l'industrialisation, le commerce extérieur, le système financier et les facteurs sociaux, politiques et culturels. L'Etat à travers la politique économique a aussi un rôle dans la croissance et la prospérité d'une économie.

Sur la base de ces facteurs, les théoriciens ont élaboré les théories de la croissance économique. Partant de la conception classique d'une croissance limitée, renouvelée ensuite par les économistes postkeynésiens Harrod et Domar avec les qualificatifs « exogène et déséquilibrée », puis renouvelée une fois de plus par Solow avec l'apport d'un modèle de croissance exogène et équilibré et la reprise de la notion d'équilibre stationnaire, ces différents auteurs ont fondé les théories traditionnelles de la croissance économique. A partir des années 80, les économistes issus du courant de la nouvelle économie classique et du courant de la nouvelle économie keynésienne vont redessiner les théories de la croissance. Ils ont introduit le concept de progrès technique endogène. Les nouvelles théories de la croissance identifient que le capital public, le capital physique, le capital humain et l'apprentissage par la pratique ainsi que les dépenses en R-D et l'innovation sont des sources endogènes de croissance économique. Ils postulent que grâce à ces différents facteurs l'économie peut connaître une croissance cumulative et auto-entretenu dépassant la vision pessimiste de l'état stationnaire.

Après avoir présentés les facteurs et les théories de la croissance économique, nous nous sommes intéressés à l'analyse empirique des moteurs de la croissance à Madagascar et de l'impact de la crise politique de 2009 sur la pauvreté et sur ces facteurs de croissance. Pour le pays, la formation du PIB est essentiellement basée sur le secteur tertiaire, le secteur

secondaire et le secteur primaire sont peu contributifs malgré qu'une majorité de la population s'exerce dans l'agriculture.

La croissance du PIB dépend aussi du secteur privé, sa part de consommation et d'investissement est supérieure à celle du public. D'ailleurs, l'investissement privé notamment les IDE entretient une relation positive avec la croissance du PIB. Pour Madagascar, le commerce extérieur plus précisément les exportations de biens et services contribuent aussi à l'accroissement du PIB.

Madagascar est frappé par une crise politique en 2009. Cette crise a affecté l'économie et la société en bloquant les moteurs de la croissance et amenant les Organismes internationaux à prendre des mesures pour sanctionner le pays. Elle a occasionné des pertes d'emploi, des baisses de revenu, de la production et des exportations, le gel des financements et de l'aide extérieurs et a instauré un climat d'insécurité et d'incertitude poussant à la réticence des investisseurs étrangers et à l'abandon des projets et des programmes de développement.

Du coup, en plein crise et dans la période de post-crise le taux de croissance économique a fortement chuté. Par ailleurs, les divers programmes de lutte contre la pauvreté, bloqués pendant la crise, n'ont pas abouti aux objectifs; les pertes d'emploi et la diminution des revenus, l'accès à la santé et à l'eau potable non assuré notamment pour la population rurale et le recul de l'éducation primaire, tout cela s'est traduit par une détérioration des conditions de vie de la majorité des Malgaches et a aggravé la pauvreté dans le pays. Les cibles en termes d'OMD n'ont pas été atteintes. Ainsi, l'économie a largement souffert de la crise politique et les efforts entrepris durant les années précédentes ont été perdus.

Vers les années 2007 et 2008, l'économie de Madagascar était en marche vers la forte croissance économique, la prospérité et le développement. Ainsi on pourrait se demander comment des mesures de relance basées sur ces analyses peuvent être efficaces pour redresser l'économie malgache et surtout les domaines les plus frappés par la crise.

ANNEXES

ANNEXE 1 : Indice Doing Business pour Madagascar pour les années 2012 et 2013

	2012	2013	Variation
FACILITE DE FAIRE DES AFFAIRES A MADAGASCAR	138	142	-4
1. Création d'entreprise : Le nombre d'étapes, la durée et les coûts requis d'une société à responsabilité limitée pour pouvoir légalement commencer son activité.	19	17	+2
2. Octroi de permis de construire : Les procédures, durées et coûts nécessaires pour la construction d'un entrepôt, y compris l'obtention des licences et permis nécessaires, les notifications et réalisation des contrôles requis et l'obtention des raccordements aux services (eau, téléphone et électricité).	143	148	-5
3. Raccordement à l'électricité : Les procédures, délais et coût auxquels est soumise une entreprise pour l'obtention d'un raccordement permanent au réseau électrique pour un entrepôt nouvellement construit, y compris pour l'extension ou l'agrandissement de l'infrastructure existante.	181	183	-2
4. Transfert de propriété : La facilité qu'ont les entreprises à enregistrer leurs titres de propriété, y compris le nombre d'étapes, la durée et les coûts.	145	147	-2
5. Obtention de prêts : Mesures sur la divulgation de l'information sur le crédit et des droits des débiteurs et créanciers. L'indice de fiabilité des garanties mesure la conception des lois concernant l'accès au crédit. L'indice sur la divulgation de l'information sur le crédit mesure la portée, l'accès et la qualité de ces indicateurs au niveau des registres publics ou des bureaux privés.	180	180	0
6. Protection des investisseurs : La transparence des transactions (Indice de divulgation), le conflit d'intérêt (Indice de responsabilité du directeur), et la possibilité pour les actionnaires de poursuivre les administrateurs et directeurs pour faute professionnelle (Facilité pour les actionnaires d'engager une poursuite judiciaire).	66	70	-4
7. Paiements des impôts : les taxes et impôts qu'une entreprise de taille moyenne doit régler ou retenir chaque année, ainsi qu'une mesure de la charge administrative dans le paiement de taxes (le nombre de paiements requis, le nombre d'heures consacrées à la préparation, au dépôt et au paiement, ainsi que le pourcentage des bénéfices qu'un entrepreneur doit payer en taxes et impôts).	67	68	-1
8. Commerce transfrontalier : Les coûts et procédures nécessaires pour l'import et l'export d'un chargement standard sont détaillés ci-dessous. Chaque démarche officielle est donc enregistrée - à partir de l'accord contractuel final entre les deux parties jusqu'à la livraison de la marchandise	111	112	-1
9. Exécution des contrats : évalue la complexité de l'exécution des contrats en suivant l'évolution d'un litige et en relevant la durée, le coût et le nombre d'étapes nécessaires entre le dépôt de la plainte et le règlement du créancier.	155	156	-1
10. Règlement de l'insolvabilité : les lacunes dans le Droit des faillites en vigueur et les principaux goulets d'étranglement procéduraux et administratifs dans le processus de faillite. Le taux de récupération, exprimé en cents pour le dollar que le demandeur obtient de l'entreprise en difficulté, est également noté.	151	151	0

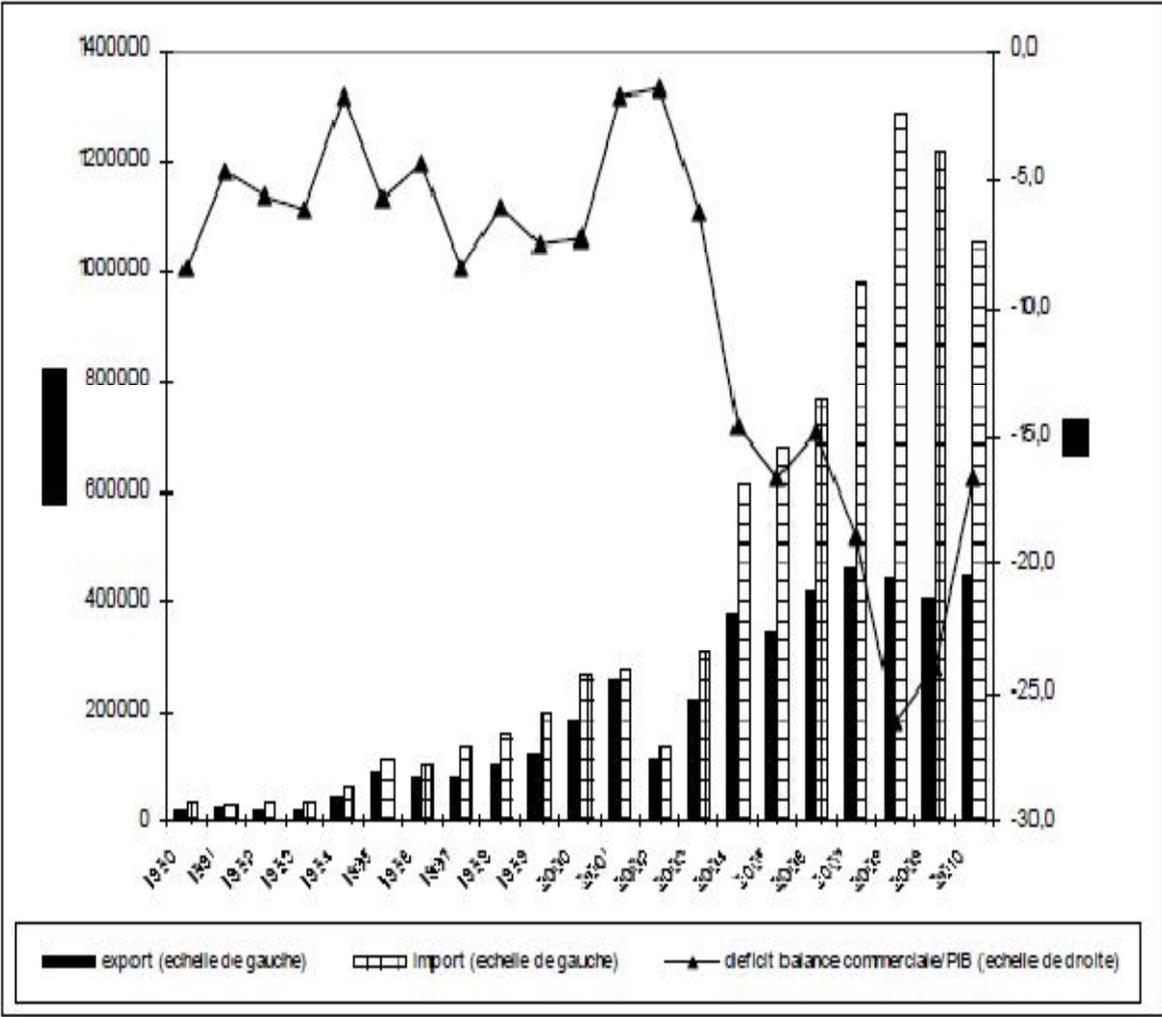
Source : Banque Mondiale, *Madagascar : pour un dialogue sur les enjeux de développement*, Juin 2013.

ANNEXE 2 : Madagascar et les Objectifs du Millénaire pour le Développement

	OMD	Cibles à atteindre d'ici 2015	Situation actuelle
1	Éliminer l'extrême pauvreté et la faim	Réduire de moitié la population sous le seuil de pauvreté et souffrant de la faim : <ul style="list-style-type: none"> • 35 % de la population vivant avec moins de 1USD/jour • 19% d'enfants de moins de 5 ans présentant une insuffisance pondérale 	Au lieu de régresser, la pauvreté a augmenté depuis 2005 : 75% de la population vit aujourd'hui avec moins de 1USD/jour.
2	Assurer l'éducation primaire pour tous	Donner à tous les enfants les moyens d'achever un cycle complet d'études primaires : <ul style="list-style-type: none"> • 100% de taux net de scolarisation et d'achèvement du primaire, et d'alphabétisation des 15 ans et plus 	Des progrès notables avaient été enregistrés, mais la situation a été inversée: 500,000 enfants supplémentaires sont en rupture de scolarité depuis 2008
3	Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes	Éliminer les disparités entre les sexes dans l'enseignement : <ul style="list-style-type: none"> • 50% de filles dans le primaire, secondaire et supérieur 	Quasi-parité dans l'inscription en éducation primaire (2010), mais déscolarisation plus importante des filles . En 2012, seul 17,5% des sièges au parlement sont occupés par des femmes
4	Réduire la mortalité infantile	Reduire de deux tiers le taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans : <ul style="list-style-type: none"> • 31% de taux de mortalité des enfants de moins de 5ans • 53% de taux de mortalité infanto-juvénile 	En partie sur la bonne voie : Taux de mortalité des enfants de moins de 4 ans réduite de 167 (pour 1000) en 1991 à 61 en 2011. Des disparités entre régions et zones rurales / urbaines
5	Améliorer la santé maternelle	Réduire de trois quarts le taux de mortalité maternelle : <ul style="list-style-type: none"> • Taux de mortalité maternelle de 122 pour 100,000 naissances vivantes 	Réduction du taux de mortalité maternelle de 640 pour 100,000 naissances vivantes en 1990 à 61 en 2011, mais des coupures budgétaires sévères dans le secteur de la santé et la baisse des revenus des ménages réduisent l'accès aux services de santé de base , surtout en zone rurale
6	Combattre le VIH/SIDA le paludisme et autres maladies	Stopper la propagation du VIH/Sida, maîtriser le paludisme et d'autres grandes maladies, et commencer à inverser la tendance actuelle	Partiellement en cours de réalisation : La prévalence du VIH demeure faible, mais les incidences de tuberculose se sont aggravées (260 pour 100.000 en 2008 comparé à 180 en 1990)
7	Préserver l'environnement	Intégrer les principes du développement durable dans les politiques nationales et inverser la déperdition des ressources Augmenter l'accès durable à un approvisionnement en eau potable : <ul style="list-style-type: none"> • 62% de la population ayant accès l'eau potable 	Partiellement en cours de réalisation : La superficie des aires protégées a augmenté pour couvrir 11% du territoire. L'accès à l'eau potable est plus élevé que la moyenne pour 10 régions sur 22 Proportion de la population utilisant les latrines demeure faible (10% dans les zones rurales en 2010)
8	Mettre en place un partenariat mondial pour le développement	Formuler et appliquer des stratégies qui permettent aux jeunes de trouver un travail décent et utile Faire en sorte que les avantages des nouvelles technologies, et en particulier des technologies de l'information et de la communication, soient accordés à tous	

Source : Banque Mondiale, *Madagascar : pour un dialogue sur les enjeux de développement*, Juin 2013.

ANNEXE 3 : Evolution de 1990 à 2010 des exportations, importations et déficit commercial de Madagascar



Source : CREAM, *Exportation, Croissance Economique et Intégration Régionale*, Cahier de Recherche en Analyse Economique N°16, Juillet 2013.

ANNEXE 4 : Le modèle de croissance de Harrod-Domar

Il existe une relation entre production Y et le capital K qui s'écrit :

$$\frac{K}{Y} = v \Leftrightarrow Y = \frac{K}{v}$$

Où v est une constante, appelée rapport capital/production ou coefficient du capital.

Cette équation peut être réécrite sous la forme de variation, en utilisant le sigle Δ :

$$\Delta Y = \frac{\Delta K}{v} \Leftrightarrow \Delta K = v \cdot \Delta Y \quad (1)$$

Cette dernière équation montre que la variation de K ΔK dépend des anticipations des entrepreneurs concernant l'évolution de la production et, donc, de la demande, et finalement des revenus.

Le taux de croissance de la production est égal, par définition, à l'accroissement de la productivité divisé par la valeur totale de celle-ci, $\frac{\Delta Y}{Y}$.

Si l'on divise les deux termes de l'équation (1) par Y , on obtient :

$$g = \frac{\Delta Y}{Y} = \frac{\Delta K}{Y} \left(\frac{1}{v} \right) \quad (2)$$

Au niveau macroéconomique, ΔK est égale à la variation de l'investissement, I , lequel doit être égal à l'épargne S . Ainsi, l'expression $\frac{\Delta K}{Y}$ devient $\frac{I}{Y}$, laquelle est égale

à $\frac{S}{Y}$ (soit taux d'épargne s).

L'équation (2) devient :

$$g = \frac{s}{v} \quad (3)$$

Source : TEULON, Frédéric, *Croissance, crises et développement*, PUF, 7^e édition, 2004.

ANNEXE 5 : Le modèle de Solow

La fonction de production est à rendements constants :

$$(1) \quad Q = F(K, N) \quad Q \text{ production, } K \text{ capital, } N \text{ travail}$$

En divisant par N , on obtient une relation entre le produit par tête (q) et le capital par tête (k) :

$$(2) \quad q = \frac{Q}{N} = F\left(\frac{K}{N}, 1\right) = f(k)$$

qui a la forme présentée dans la figure 6.

Notons n le taux de croissance de la force de travail et s le taux d'épargne. Le taux de croissance du capital (taux garanti) est :

$$(3) \quad \frac{1}{K} \frac{dK}{dt} = \frac{1}{K} = s \frac{Q}{K}$$

et le taux de croissance du capital par tête est :

$$(4) \quad \frac{1}{k} \frac{dk}{dt} = s \frac{Q}{K} - n$$

Or, $\frac{Q}{K} = \frac{f(k)}{k}$ (fonction décroissante de k lorsque la fonction satisfait les conditions d'Inada :

$$f'' < 0, f'(0) = \infty, f'(\infty) = 0)$$

L'équation différentielle qui détermine l'évolution du capital par tête est donc :

$$(5) \quad \frac{1}{k} \frac{dk}{dt} = s \frac{f(k)}{k} - n \quad \text{ou (5bis)} \quad \frac{dk}{dt} = sf(k) - nk$$

la dynamique correspondant à l'équation 5 est représentée dans la figure 4 $\left(\frac{s}{v} = s \frac{f(k)}{k}\right)$.

En croissance équilibrée (k constant), le capital par tête et la consommation par tête sont déterminés par :

$$(6) \quad sf(k) = nk \quad \text{et} \quad (7) \quad c(k) = f(k) - sf(k)$$

on en déduit :

$$(7bis) \quad c(k) = f(k) - nk$$

La consommation par tête est maximale lorsque $f'(k) = n$ (règle d'or). La figure 6 représente la production par tête $f(k)$, l'investissement par tête (nk) et la consommation par tête en fonction du capital par tête k du régime de croissance équilibrée.

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages

CHAVANCE, Bernard, *L'économie institutionnelle*, La Découverte, Paris, 2007.

GUELLEC Dominique et RALLE Pierre, *Les nouvelles théories de la croissance*, La Découverte, Paris, 2003.

MARX, Karl, *Le capital*, Ed Progrès Moscou, 1982.

MONTOUSSE, Marc, *Théorie économique*, Ed Bréal, Paris, 1999.

MONTOUSSE, Marc, *Nouvelles théories économiques*, Ed Bréal, Paris, 2002.

TEULON, Frédéric, *Croissance, crises et développement*, PUF, 7^e édition, 2004.

Articles

AGLIETTA Michel, « Croissance durable : mesurons-nous bien le défi ? », *Revue d'économie du développement* (Vol. 19), 2001, p. 199-250.

AMABLE Bruno et CHATELAIN Jean-Bernard. Systèmes financiers et croissance : les effets du "court-termisme", *Revue économique*, volume 46, n°3, 1995. pp. 827-836.

BASSANINI Andrea et SCARPETTA Stefano, « Les moteurs de la croissance dans les pays de l'OCDE : Analyse empirique sur des données de panel », *Revue économique de l'OCDE* 2001/2, n°33, p. 7-58.

MUET, Pierre-Alain, « Les théories contemporaines de la croissance », *Observations et diagnostics économiques : revue de l'OFCE*, n°45, 1993. pp. 11-51.

Rapports

Banque Mondiale, *La Banque Mondiale en action à Madagascar*, 2013.

Banque Mondiale, *Madagascar : Pour un dialogue sur les enjeux du développement*, Juin 2013.

Banque Mondiale, *Madagascar-Evolution économique récente*, Avril 2014.

BCM, *Rapport annuel 2007*.

BCM, *Rapport annuel 2008*.

BCM, *Rapport annuel 2009*.

BCM, *Rapport annuel 2010*.

BCM, *Rapport annuel 2011*.

BCM, *Rapport annuel 2013*.

CREAM, *Exportation, Croissance Economique et Intégration Régionale*, Cahier de Recherche en Analyse Economique N°16, Juillet 2013.

INSTAT et BCM, *Divers enquête sur les IDE/ IP ,2000-2011*.

INSTAT, *Situation économique au 1 er Janvier 2010*.

ROR, *Impacts socio-économiques de la crise politique du premier semestre 2009 en milieu rural*, Septembre 2009.

Autres

PERROUX, François, *Dictionnaire économique et social*, Hatier, 1990.

LEBART Ludovic, MORINEAU Alain et PIRON Marie, *Statistique exploratoire multidimensionnelle*, Dunod, Paris, 1995.

WEBOGRAPHIE

www.banque-centrale-madagascar.mg

www.cairn.info

www.instat.mg

www.persée.fr

www.wikipédia.org

www.worldbank.org

TABLE DES MATIERES

REMERCIEMENTS	i
LISTE DES ABREVIATIONS.....	ii
LISTE DES TABLEAUX	iii
LISTE DES GRAPHIQUES.....	iv
SOMMAIRE	v
INTRODUCTION.....	1
PARTIE 1 : APPROCHE THEORIQUE DE LA CROISSANCE ECONOMIQUE.....	3
CHAPITRE I : NOTIONS SUR LA CROISSANCE ECONOMIQUE.....	4
Section 1 : Définitions et mesure de la croissance économique.....	4
1.1 Définitions.....	4
1.2 La mesure de la croissance économique.....	5
Section 2 : Les facteurs de la croissance économique	7
2.1 Les facteurs déterminants de la croissance potentielle	7
a) Le facteur travail.....	7
b) Le facteur capital	8
c) L'investissement	9
d) Le progrès technique.....	9
2.2 Les structures favorables à la croissance économique	11
a) L'industrialisation.....	11
b) La demande globale	12
c) Le système financier	12
d) L'environnement international	13
e) Les autres facteurs favorables à la croissance économique	14

CHAPITRE II : LES FONDEMENTS THEORIQUES DE LA CROISSANCE ECONOMIQUE.....	15
Section 1 : Les théories traditionnelles de la croissance.....	15
1.1 La théorie de la croissance économique chez les auteurs classiques	15
1.2 La conception de la croissance économique selon Harrod et Domar.....	17
1.3 La représentation néoclassique de la croissance économique.....	18
Section 2 : Les nouvelles théories de la croissance	19
2.1 Naissance des nouvelles théories de la croissance économique	19
2.2 Les hypothèses de la théorie de la croissance endogène	20
2.3 Les déterminants de la croissance endogène.....	20
a) Le capital physique	21
b) Le capital public	21
c) L'apprentissage par la pratique	22
d) Le capital humain	22
e) L'innovation et la recherche-développement.....	23
PARTIE 2 : ANALYSE DES IMPACTS DE LA CRISE POLITIQUE DE 2009 SUR LA CROISSANCE ECONOMIQUE A MADAGASCAR.....	25
CHAPITRE III : ANALYSE DE LA CROISSANCE ECONOMIQUE A MADAGASCAR	26
Section 1 : Situation macroéconomique et sociale et la crise politique de 2009.....	26
1.1 Situation macroéconomique et sociale.....	26
a) La croissance économique	26
b) L'inflation	27
c) La balance de paiement :.....	28
d) La population malgache et la pauvreté	29
1.2 La crise politique de 2009.....	31

Section 2 : Les facteurs de la croissance économique de Madagascar	32
2.1 Les origines du PIB	32
2.2 Les emplois du PIB.....	34
2.3 Les Investissements Directs Etrangers	35
2.4 Le commerce extérieur	37
CHAPITRE IV : LES IMPACTS DE LA CRISE POLITIQUE DE 2009 SUR LA CROISSANCE ECONOMIQUE MALGACHE	40
Section 1 : La crise politique et l'aggravation de la pauvreté.....	40
1.1 La pauvreté.....	40
1.2 Les impacts de la crise politique sur la santé.....	41
1.3 L'éducation	43
Section 2: La crise politique et la croissance économique.....	45
2.1 Les IDE.....	45
2.2 Les exportations	48
2.3 L'inflation	50
2.4 L'emploi.....	53
2.5 Le tourisme.....	54
CONCLUSION	57
ANNEXES	I
BIBLIOGRAPHIE	VI
WEBOGRAPHIE.....	VII
TABLE DES MATIERES	VIII

Auteur : ANDRI-NTSOA Tsilavina
Titre: *Analyse de la croissance économique de Madagascar : les impacts de la crise politique de 2009*
Nombre de pages : 58
Tableaux : 7 Graphiques: 17 Annexes : 5
Contact : 03324517325
Adresse de l'auteur : Lot G II 14 Soamanandrarinny

Résumé

La croissance économique peut être définie comme l'augmentation de la création de richesse au sein d'un pays au cours d'une période donnée. Elle permet d'augmenter le revenu et d'améliorer le niveau de vie de la population. A partir d'une analyse empirique, nous avons pu identifier les facteurs de la croissance du PIB de Madagascar dont les principaux sont les IDE et le commerce extérieur. En 2009, Madagascar est frappée par une crise politique qui, par la suite, s'est transformée en crise économique et sociale car elle a engendré un ralentissement de la croissance et a aggravé la pauvreté. Dans les années de post-crise, en raison d'une timide reprise, la croissance économique malgache reste faible. Toutefois, vers 2013 la santé de l'économie commence à se rétablir avec l'amélioration de l'environnement économique et une hausse de l'activité économique.

Mots clés : croissance économique, crise politique de 2009 à Madagascar, PIB, IDE, exportations, pauvreté.

Encadreur : Monsieur LAZAMANANA Pierre André